

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
JEUDI 5 JUIN 1969  
N° 414 — 1,50 F



**A L'ECOUTE  
DE QUI?**

## Politique intérieure

4. Un faux et son usage.  
Une campagne pleine de promesses.  
Le parti unique de la gauche.

## Notre société

5. Presse coupable et société hypocrite.  
Albert Danjou

## Election présidentielle

- 6-7. Une belle campagne électorale  
Jacqueline Giraud  
Echos de notre campagne  
8-9. Un courant qui s'affirme  
Christian Guerche  
La presse et l'élection  
Résultats électoraux  
10. Réponse à la F.N.S.E.A.  
Michel Rocard

## Luttes ouvrières

11. Chez Bull, Fiat-Citroën et la Sollac  
Les chauffeurs routiers se fâchent  
12-13. Un étudiant du S.D.S. nous parle  
Louis Henry

## Vie culturelle

14. Cinéma  
Un Américain accuse  
J.-P. Fargier  
Si l'Angleterre m'était contée  
Ann Wise  
Livres :  
15. Quand les flics nous mettent au parfum  
Michèle Descolonnes  
Le procès des Guadeloupéens  
Joël Gemo  
16. Pas de replâtrage à gauche  
Manuel Bridier

## M. Smadja et les imprimeurs

Les lecteurs de **Combat** ont enfin retrouvé leur journal. Comme à Sochaux, comme dans la sidérurgie lorraine, une poignée d'ouvriers a paralysé l'entreprise. Comment un tel conflit a-t-il pu éclater ?

M. Smadja, directeur de **Combat**, imprime son journal dans les Yvelines. Il prétend qu'à quarante kilomètres de Paris c'est déjà la province et qu'en conséquence, les ouvriers doivent jouir des seuls droits des provinciaux. C'est là un point de vue que nombre de banlieusards sont loin de partager.

Les imprimeurs de **Combat** ne le partagent pas non plus. D'autre part, il estiment que l'exemple de **Combat** pourrait donner à d'autres journaux l'envie de s'installer autour de Paris. Du même coup, ils changeraient de convention collective.

Mais ce conflit peut, tout aussi bien, se retourner contre

les travailleurs du livre. La grève de **Combat** démontre et reconnaît que les imprimeurs de province sont moins avantagés et moins protégés que leurs camarades parisiens. Dans ce cas, se battre pour protéger Paris, c'est bien, mais n'est-il pas plus utile d'entamer la lutte pour que la province puisse rejoindre la capitale. C'est une autre perspective.

Face aux ouvriers, M. Smadja s'est battu avec les mêmes armes que n'importe quel détenteur de capital. C'est un conflit classique.

Sans remettre en question le difficile travail de nos confrères journalistes de **Combat**, force nous est faite de constater que, comme tous les autres journalistes, ils sont prisonniers du système capitaliste. Chez eux aussi le dernier mot appartient à l'argent. A quoi peut servir d'écrire tout

ce qu'on veut ou pense si le journal n'est pas publié.

Comme au **Figaro** mais d'une autre manière, le problème de l'indépendance et de la liberté de la presse est ici posé. Cette liberté ne peut s'obtenir que par la suppression de la mainmise de l'argent, l'indépendance des journalistes et la collaboration constructive des travailleurs de l'imprimerie. Ces derniers doivent beaucoup évoluer pour sortir de leur syndicalisme corporatif qui a déjà causé bien des déboires à la presse et à toute l'imprimerie. La fuite des travaux d'impression à l'étranger en est l'illustration.

Mais ces évolutions ne servent à rien si elles ne sont pas accompagnées d'une refonte des structures de la presse. Pour que **Combat** puisse se passer de M. Smadja, c'est la société socialiste qu'il faut instaurer. Elle seule peut garantir une véritable indépendance de la presse. □

# tribune

socialiste

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction  
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction  
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette  
Claude Picart

Publicité  
Jean-Claude Gillet

Directeur de la Publication  
Guy Degorce

de soutien à partir de 80 F  
Hebdomadaire  
du P.S.U.

Rédaction - Administration  
et Publicité :

54, Bd Garibaldi  
Paris (15<sup>e</sup>)

Téléphone :  
Administration : 783.19-20  
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré  
à 40.000 exemplaires

### Abonnements

6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale  
au Siège  
de l'administration  
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>.

## La FNEF quitte les Conseils d'UER

Les délégués F.N.E.F. formaient un contingent appréciable des conseils d'U.E.R. Ils étaient environ 750 élus dans l'ensemble des Universités, parmi d'autres organisations : C.L.E.R.U., R.E.P., de création récente, et essentiellement « participationnistes » et U.N.E.F. - Renouveau, de création non moins récente, essentiellement communiste.

La F.N.E.F. restait donc le seul syndicat traditionnel à jouer le jeu de la « participation », elle l'a fait d'abord « conditionnellement », aux dires de ses dirigeants, puis à titre expérimental.

Mais il y a quinze jours, un coup de tonnerre éclatait, en milieu universitaire, cela valait bien un petit scandale : la F.N.E.F. retirait ses délégués, avançant deux raisons : « la réforme a été essentiellement une réforme de structures alors qu'il fallait d'abord résoudre les problèmes de fond », elle a été une « parade politique » pour enrayer l'agitation.

En outre, « toutes les décisions importantes ont été prises par décrets ministériels ».

Nous aurons l'occasion dans

un prochain numéro, d'analyser plus en détail l'attitude de la F.N.E.F., et la situation dans l'Université à la fin de cette année « d'expériences ».

Toutefois il y a lieu de s'interroger sur le rôle de la F.N.E.F. et sur l'ambiguïté de ses décisions. On murmure dans les milieux proches du Cabinet d'Edgar Faure, que la conjoncture politique n'est pas étrangère à ce coup d'éclat ce qui simplifie bien les choses !

## L'axe Paris-Madrid

On annonce dans *Le Monde* (1<sup>er</sup> et 2 juin) qu'un train « Puerta del Sol » reliera directement Paris et Madrid. Progrès technique. Au milieu du mois de mai, des essais ont été effectués du moderne « Talgo », la gloire de la RENFE espagnole, sur voies françaises et les aménagements requis s'avèrent extrêmement coûteux. A qui le bénéfice ? A l'Espagne : opération tourisme et prestige. Pourquoi l'accord du gouvernement français ?

Mais on ne dit pas que les techniciens de la S.N.C.F. étaient défavorables à ces « progrès » peu sûrs (pour des raisons techniques) et peu rentables. Car les trains Talgo sont inadaptés aux voies françaises et les aménagements requis s'avèrent extrêmement coûteux. A qui le bénéfice ? A l'Espagne : opération tourisme et prestige. Pourquoi l'accord du gouvernement français ?

Parce que dans ses négociations avec Madrid, lors de son voyage d'hiver, contre d'autres avantages commerciaux, Michel Debré avait dû accorder satisfaction au gouvernement espagnol sur ce point précis auquel il attachait la plus grande importance. En plein état d'exception.

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

## PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

## Cérémonie

secrète

# Etat fort et "démocratie avancée"

Jean-Marie Vincent

Le premier tour des élections présidentielles de juin 1969 a confirmé toute l'ambiguïté de la victoire des « non » au dernier référendum. Georges Pompidou arrive largement en tête, dépassant même le pourcentage obtenu par le général de Gaulle au premier tour des élections de 1965. Alain Poher arrive en seconde position avec 23,38 % des voix. A eux deux par conséquent les candidats de la droite et du centrisme recueillent près de 68 % des voix (avec le bouffon Ducatel cela fait près de 70 % des voix). On peut, certes, essayer de masquer ces résultats et les problèmes qu'ils posent en faisant référence au vieillissement de l'électorat, en rappelant le beau score fait par Jacques Duclos (plus de 21 %). On peut même dénier toute importance particulière au scrutin en affirmant que les luttes réelles se passent en dehors de l'arène électorale.

## Le conservatisme de gauche

Tout cela n'est cependant pas très convaincant. L'âge suffirait-il à lui seul à faire disparaître les clivages de classe ? Peut-on expliquer par là le fait qu'environ 30 % des ouvriers français votent pour les maîtres de la V<sup>e</sup> République, de Gaulle hier, Pompidou aujourd'hui. Par ailleurs n'y a-t-il pas une liaison, complexe sans doute, mais une liaison entre joutes électorales et luttes sociales ? Le poids considérable de la droite capitaliste dans ce premier tour des présidentielles n'est-il pas en lui-même un frein considérable pour les luttes revendicatives (pensons à la façon dont les travailleurs de la sidérurgie lorraine ont été ignorés au cours de la campagne électorale et à l'influence négative que les résultats électoraux peuvent avoir sur leur combat) ?

La réponse à toutes ces questions tient en peu de mots : le mouvement ouvrier français depuis de très longues années a mené une politique conservatrice, visant essentiellement à gérer un acquis — les conquêtes de la libération — dans le cadre du régime capitalis-

te. Ce faisant il a laissé l'initiative à tous les courants politiques réactionnaires qu'ils aient pris la forme du tripartisme, de la troisième force, des indépendants à la Pinay, du gaullisme et du centrisme. Il ne faut pas s'y tromper, l'épisode des élections présidentielles de 1965 et les 45 % obtenus par François Mitterrand au second tour (avec l'appoint des voix centristes) n'avaient rien changé de fondamental à l'affaire. Le candidat unique de la gauche n'était arrivé à rassembler autour de son nom des forces très disparates et opposées sur des points essentiels qu'au prix de concessions considérables aux points de vue de la gauche la plus modérée, voire à ceux des républicains de progrès (centristes, radicaux de droite, etc.). Il n'était question ni de l'abrogation de la constitution de la V<sup>e</sup> République, ni des problèmes réels d'une économie dominée par le profit, ni de la domination américaine, ni du Pacte Atlantique. A l'époque, on s'était beaucoup servi d'un sondage qui montrait le conservatisme d'une grande partie des milieux populaires en matière économique et sociale (nationalisations, etc.) pour justifier ce modérantisme. On évitait ainsi de poser la question essentielle, à savoir : ce conservatisme d'une partie des masses n'était-il pas le résultat de la politique de la gauche, n'était-il pas la manifestation d'une incapacité des masses à articuler un projet révolutionnaire à partir des informations et des orientations fournies par le mouvement ouvrier ?

## Les avatars de la « démocratie avancée »

Les équivoques ont éclaté en mai-juin 1968. Toute la politique de « rénovation démocratique » ou « démocratie avancée » s'est trouvée en porte à faux. Le mouvement populaire des grévistes et des étudiants faisait craquer les schémas existants et le mode même d'organisation de la société, mais il n'avait pas à sa disposition les moyens d'expression et d'action politiques pour bouleverser complètement le rapport des forces et

pour révolutionner les esprits de la majorité des travailleurs. Les vieux états-majors en ont profité pour essayer de retourner le plus vite possible à leur routine, mais avec l'impression qu'il fallait faire très attention de ne pas laisser se propager la contagion révolutionnaire.

Aussi, face au gros de la bourgeoisie qui songeait surtout à restaurer son « Etat fort » pour discipliner des forces productives humaines de plus en plus rétives devant le mode de production capitaliste, le mouvement ouvrier, dans sa majorité, a donné le lamentable spectacle d'un gardien de l'ordre, d'un chien de garde au service du régime. Les changements devaient se faire sans douleur (pour les capitalistes) et sans casser d'œufs. Faut-il s'étonner après cela que le « brave homme » qui a nom Poher soit apparu comme la solution de rechange au gaullisme après le référendum et pendant une grande partie de la campagne du premier tour. La « démocratie avancée » s'habillait comme Joseph Prudhomme maniait son sabre de bois et, comme lui, développait un programme politique de café du commerce.

## Le P.C.F. et l'unité

Le Parti communiste, il est vrai, n'a pas voulu se reconnaître dans cette caricature. Il préférerait une candidature d'unité de la gauche selon les recettes bien éprouvées d'il y a quelques années, mais il ne pouvait empêcher que la bonne vieille social-démocratie, inquiète de son voisinage encombrant et de ses tentatives d'embrassements répétées, ne lui jetât un Defferre dans les jambes et ne se précipitât au galop vers le havre pohérien. Contre mauvaise fortune, Duclos fit bon cœur et, par une campagne rondement menée, rassembla la masse des électeurs communistes de 1967. Mais on peut se demander maintenant à quoi cette force va servir. Jacques Duclos se disait candidat de l'union de la gauche, et il n'y a plus de gauche au sens où il l'entend. Le tandem Defferre-Mendès s'est effondré, et malgré toute son habi-

leté, Guy Mollet aura beaucoup de mal à panser les blessures de son parti. Nous faisons, certes, confiance à l'esprit inventif de Georges Marchais et à sa patience digne d'autres tâches, pour tenter de gonfler artificiellement un quelconque « parti socialiste » tout en tirant, comme Pompidou, à boulets rouges sur les gauchistes. Même si le P.C.F. se croit à lui tout seul l'opposition de gauche, cela ne fera pas avancer les choses.

C'est pourquoi Michel Rocard, face à Georges Marchais et à Pierre Juquin, lors des commentaires faits auprès des stations de radio périphériques, a eu tout à fait raison de poser cette question essentielle : « Est-ce que, oui ou non, vous allez enfin admettre que le problème de l'unité passe fondamentalement par l'unité avec les forces ouvrières et étudiantes qui, lors de cette élection, se sont retrouvées partiellement derrière les candidatures Rocard et Krivine (plus d'un million de voix) ? ». Nous ne nous dissimulons pas qu'elles n'ont pas encore trouvé une expression politique adéquate, qu'elles sont souvent parcourues par des tendances sectaires, volontaristes ou spontanistes. A notre sens, par exemple, Alain Krivine a fait une campagne trop abstraite, trop éloignée des problèmes que se posent concrètement les travailleurs. Mais l'avenir appartient aux forces montantes de Mai, parce qu'elles conçoivent effectivement la lutte pour le socialisme comme une lutte pour le présent et ne cèdent pas à la tentation de s'adapter au régime capitaliste.

Le P.C.F. peut, bien entendu, rendre la voie qui conduit à l'unité de combat entre travailleurs et étudiants de toutes origines idéologiques, plus douloureuse, plus pénible. Il n'empêchera que de plus en plus nombreux seront ceux qui l'emprunteront. A travers la lutte pour le contrôle ouvrier, la lutte pour changer les conditions d'organisation et d'action des travailleurs au stade de la production, la lutte contre le parasitisme de l'Etat capitaliste sous toutes ses manifestations (policières, bureaucratiques, etc.), c'est la transformation des esprits et des volontés qui s'opérera. □

## Un faux et son usage

Nous n'avions pas lu à Saclay le morne livre de M. Marcellin « L'ordre public et les groupes révolutionnaires » paru en février dernier. Nous avons tort, car nous aurions pu dénoncer plus tôt les procédés caractéristiques du ministre de l'Intérieur.

Pierre Vidal-Naquet\* a révélé, dans un récent article du « Monde » (25-26 mai 1969) et dans son intervention au meeting du Palais des Sports le mécanisme de ce qui est devenu l'affaire du faux document gauchiste de Saclay.

Quels sont les faits ?

Remontons aux chaleureuses journées de mai 68. Au centre d'études nucléaires de Saclay, dans chaque service est élu un comité d'action. Un comité central d'action de trente membres est mis en place, composé, pour moitié, de représentants syndicaux désignés par chacun des cinq syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., S.P.A.E.N., C.G.C.), et pour l'autre moitié de membres élus à bulletins secrets par les délégués des quelque quatre-vingts comités d'action locaux. C'est ce comité central d'action, doublement représentatif du personnel, d'une part à travers les organisations syndicales et, d'autre part, à travers les comités de service, ces organismes spontanés de mai, qui mènera le combat de tout le personnel contre l'administration à un niveau de conscience politique jamais atteint auparavant (ni, d'ailleurs, retrouvé depuis lors). Il serait faux de croire que Saclay fut à l'avant-garde de la lutte en mai 68. Mais, par la nature du travail qui s'y fait et sa composition sociale, le centre de Saclay se tient à mi-chemin entre la recherche universitaire et l'industrie moderne hautement spécialisée. Saclay eut donc une oreille attentive aux idées de mai, mais ne rompit pas avec les organisations syndicales qui gardèrent une part de leur influence traditionnelle. Le comité central d'action se battit pour un ensemble de revendications dont le pi-

vot était formé par les conseils d'unité, organes de contestation du pouvoir administratif à tous les échelons de la hiérarchie.

Dans une atmosphère fiévreuse, souvent enthousiaste, de nombreuses commissions de travail rassemblèrent des centaines de travailleurs. Ceux qui ont vécu ces journées et ces soirées savent qu'un immense travail collectif était en voie d'élaboration. Il faut être policier ou ministre de l'Intérieur pour croire à l'action « d'éléments révolutionnaires » opérant une sorte de « viol des foules ».

Pendant les dernières journées de mai (et non en juin, comme l'affirme M. Marcellin), un tract intitulé « Comment s'organise la révolution » fut déposé anonymement devant les salles de réunion. Il fut aussi distribué en petit comité par des gaullistes et nationalistes notoires dont certains se regroupèrent par la suite dans un C.A.C. Ce tract exposait en dix-sept points les méthodes d'agitation et de manipulation des assemblées attribuées aux révolutionnaires. Personne à Saclay, en mai 68, ne se trompa sur la nature de cette prose tendancieuse. C'était grossier, énorme, caricatural. Des camarades « gauchistes » allèrent même jusqu'à se passer le tract. Par dérision. Le sens de l'humour est à gauche.

Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet ont publié dans leur livre la version complète de ce tract (vingt et un points au lieu de dix-sept) réalisé et diffusé à Nanterre par le « comité étudiant pour les libertés universitaires », organisation de droite qui n'est pas sans lien avec les gaullistes. La version originale se terminait par des recommandations de « tactique à opposer aux révolutionnaires ».

Nous constatons donc :

— Que le ministre présente une version tronquée d'un tract réactionnaire comme provenant « d'éléments révolutionnaires ».



A.F.P.

— Qu'il publie ce document tombé aux oubliettes pour justifier sa conception très spéciale des « menées révolutionnaires ».

— Qu'il a été, pour le moins, mal informé sur les comités d'action de mai 68.

Nous ne ferons pas l'injure à M. le Ministre de l'Intérieur de penser qu'il se prend à son propre jeu par absence d'esprit critique.

Non, il s'agit plus simplement du dernier épisode qui boucle la manœuvre. Le « premier policier de France » prend prétexte d'un faux créé par ses propres partisans pour justifier ses méthodes de répression.

Tel homme, tel régime.

(\*) Voir aussi : Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, Journal de la Commune Etudiante, Seuil 1969.

## Une campagne pleine de promesses

Le deuxième tour s'annonce, quoi qu'on en dise, comme un beau match. D'un côté, la continuité et l'ouverture, de l'autre le changement et l'ordre. D'un côté Pompidou-Rothschild, de l'autre Poher-Vatican.

Poher pourra faire risette aux électeurs de gauche en leur rappelant qu'il est depuis plus de dix ans membre de la commission exécutive du parti de la guerre d'Indochine et de la répression à Madagascar. Il parlera de détente internationale en rappelant qu'il a présidé à Strasbourg le Parlement de la petite Europe capitaliste et libérale.

Quant à Pompon, dont on nous rappelle abondamment que sa fer-

meté s'est surtout manifestée quand il a interdit au général de fusiller Jouhaud, et quand il a expliqué au préfet de police comment il fallait frapper sur les étudiants (c'est-à-dire en douceur), il rappellera peut-être aux populations certaines de ses déclarations les plus fameuses : « La situation économique est bonne, elle est même meilleure qu'elle ne l'a jamais été. » (fin 64) ou « Ce que j'ai peut-être moi-même le mieux réussi, ou ce qui m'a donné le plus de satisfactions, c'est l'Education Nationale. » (fin 67).

Une bonne campagne en perspective, d'un haut niveau, c'est sûr. □

## Le parti unique de la gauche

Jacques Duclos, nous a dit « L'Humanité » pendant toute la campagne du premier tour des élections présidentielles, est le candidat des forces ouvrières et démocratiques ou encore le candidat d'union de la gauche. Effectivement la campagne de Jacques Duclos a été on ne peut plus rassurante, quoique habile dans l'esquive et vive dans l'estocade. Dans les derniers jours avant le 1<sup>er</sup> juin toute une série d'électeurs, d'abord sceptiques, se sont crus de nouveau dans les conditions d'une bataille du type de 1965.

Las ! Le 2 juin Jacques Duclos est brusquement devenu le candidat du parti communiste et en tant que tel l'incarnation de la gauche,

le reste étant voué aux ténèbres extérieures de la division, de la diversion et bien entendu, de la provocation. Au carrefour Kossuth, bien qu'on conserve la prudence des formulations rituelles sur l'unité, on est manifestement tenté par le rôle de la grande force d'opposition tranquille face à Georges Pompidou. On rêve à de nouveaux Grenelle sans Charléty et sans débordement chez Renault. On se dit aussi qu'il serait si agréable d'avoir des socialistes compagnons de route.

Attention, chers camarades, ne rêvez pas trop, sinon vous risquez des réveils douloureux.

Le diviseur de service.

### OFFRE DU CERCLE POPULAIRE DES BASSES-PYRENEES POUR LES VACANCES

Le Cercle Populaire des B.P. met, à la disposition de tous les camarades intéressés, sa maison familiale de LICQ-ATHEREY.

#### SITUATION GEOGRAPHIQUE :

LICQ-ATHEREY est situé à la frontière entre le Béarn et le Pays Basque, au pied des Pyrénées.

De LICQ-ATHEREY, on peut accéder à ARETTE, à la PIERRE-SAINT-MARTIN, aux gorges de KAKOUETA, à la forêt d'IRATY, en ESPAGNE.

Nombreuses excursions possibles en montagne.

Pêche à la truite dans le gave, à 100 mètres de la maison.

#### LA MAISON

6 chambres individuelles plus dortoir pour les enfants, le tout équipé de lits. Grande salle de réunion. Cuisine équipée d'une grande cuisinière à gaz. Douches, lavabos, eau chaude et froide, w.-c. A 3 km d'un centre (TARDETS), restaurant à proximité.

#### PARTICIPATION AUX FRAIS :

4,00 F par jour pour les adultes, 2,00 F par jour\* pour les enfants (nourriture à charge de chacun).

#### ORGANISATION :

Autogestion complète. On s'organise sur place, à sa convenance.

Toute réservation et correspondance : écrire d'urgence à :

Mme LAGNEAU - 2, Résidence Graville - 64-ANGLET-SAINT-JEAN

# Presse coupable et société hypocrite

Albert Danjou

« Pas de pitié pour les monstres qui ont martyrisé et étranglé Françoise, 16 ans, une petite malade mentale. » « L'étrangleur nous adresse son horrible confession ». « Le père de Luc s'est effondré en larmes devant les vêtements ensanglantés de son fils assassiné. » ... Ces titres font songer sans hésitation à cette kyrielle d'organes, dits d'information, qui sont la honte de la presse française mais aussi les suppôts de l'idéologie bourgeoise.

Les journaux de province, dans leur majorité, sont en général plus avarés de colonnes « à la une »... quitte à se rattraper ensuite en pages intérieures. C'est que la province n'aime pas le scandale, du moins quand il éclate au grand jour. Elle aime couvrir ses affaires d'un halo de mystère. Bien pensante, elle a, comme on dit, de la moralité. Toutefois, elle ne s'interdit pas — et sa presse avec elle — de chuchoter, de cancaner, de papoter, de dénoncer, d'accuser, de condamner, comme ça, benoîtement, sans en avoir l'air, au jour le jour, au goutte à goutte.

## L'opium du peuple ?

Allons donc, le public aime ça !

Ses « 8 colonnes » sur tel crime crapuleux ou tel drame de ménage sont plus rares, moins « saignantes », moins osées que celles de certains confrères parisiens. Mais enfin, le scandale, habileté de bonne volonté, figure tout de même en bonne et due place à la une ! Eh quoi ! il faut bien vendre. Le résultat, quoique la forme soit plus insidieuse, est le même.

Târe du capitalisme, au sein duquel l'homme est un loup pour l'homme, le fait divers est aussi le témoignage d'un certain obscurantisme, dans la mesure où il substitue à la vie libre que n'ont pas conquise les masses une ration quotidienne de cauchemars et de rêves. C'est un venin patiemment inoculé. Démobilisateur au même titre que le tiercé, voilà aujourd'hui l'opium du peuple.

Ces considérations ne sont pas de nature à ôter sa bonne conscience à la presse de province : elle a le ventre gras, l'œil débonnaire des maquignons, le compliment facile à qui ne défie pas l'ordre social. Elle se réclame volontiers du progrès. Et puis, le fait divers : elle en vit. Si on demande à ses vertueux patrons le pourquoi de la chose, ils répliquent, la mine navrée, qu'ils préféreraient, certes, offrir en méditation à leurs lecteurs les pensées profondes ou spirituelles de chroniqueurs de talent (il leur suffirait simplement de permettre à nombre de leurs journalistes de s'exprimer !) mais que « le public aime ça » (sic). Que réclame, à les entendre, le peuple en 1969 ? « Les 40 heures et du fait divers. »

Le scandale, pour ces honnêtes gens, ça n'est pas d'accabler une infanticide sans se demander si elle n'est pas un pur produit de notre monde absurde, ce serait plutôt de publier, par exemple, le bel article (« T.S. » du 8 mai) de Michèle Descolongs. Remplir ses colonnes des « méfaits » de clochards désaxés, de voleurs de poules et de trousseurs de jupons, voire de tentatives de suicide, n'a jamais empêché un bour-

geois, fût-il directeur de journal, de dormir. Condamner le commerce de l'alcool à partir d'un drame de l'alcoolisme ? Vous n'y pensez pas : que diraient nos lecteurs bouilleurs de cru ? Faire le procès des cages à lapins, évoquer la prostitution des grands ensembles ? « Diable, comme vous y allez. Et M. X..., administrateur de telle société H.L.M. privée qui vice-préside le conseil d'administration du journal. D'ailleurs, il accomplit une tâche désintéressée, car nos actionnaires ont une mission purement... morale, ils ne touchent pas de dividendes. »

## Selon que vous serez puissant ou misérable...

L'esprit du fait divers imprègne tellement cette presse que les conflits sociaux, les journées d'action syndicale sont traités sous cet angle. La « règle d'or de l'objectivité » fait obligation aux journalistes, dans ce cas, de relater ce qu'ils ont vu en évitant de remonter aux sources. Ces sources-là seraient dangereuses pour l'ordre public. « Des faits, des faits bruts », tonitruent les rédacteurs en chef. « Le fait divers, disent-ils, doit être le travail du « fait diversier » et non de je ne sais quels psychologues, sociologues, syndicalistes ou homme de cœur ! » Observons au passage que ces qualités, dans un autre type de société, pourraient parfaitement s'incarner dans le journaliste.

Dans l'immédiat, en province tout au moins, on fait confiance à la magistrature, à la justice pour tirer d'irré-médiables conclusions. Pas question de contester ces purs produits de la mansuétude des princes qui nous gouvernent. Moins encore de mettre en cause, dans telle ou telle circonstance, le comportement de la police, des notables, des « gros ». Selon que vous serez puissant ou misérable...

A leur manière, les forts protègent les faibles... de toute idée pernicieuse ! Le journaliste, comme les jurés au demeurant, doit ignorer dans ses écrits : la biologie, la physiologie, la condition sociale des prévenus, tout ce qui, sans forcément excuser, pourrait expliquer le drame.

Ah ! camarades, si vous les voyiez défiler dans nos rédactions, les « petits » — parfois le porte-monnaie à la main — implorant : « Mon fils a fait ceci, il n'est pas responsable. » Si vous voyiez le chef de service, imbu de son omnipotence, avec un hochement de tête de gardien de prison, leur répondre : « Nous verrons, cela dépendra de la gravité de la faute... » Alors, le lendemain, sous la rubrique du « Tribunal », au verdict de la justice bourgeoise, vient s'ajouter la délation publique des inquisiteurs de la presse complice. Photo, jugement : la rotative, sur le coup d'une heure du matin, fabrique des parias qui viendront grossir les rangs des damnés de la terre. Car l'article du journal (surtout en province) est plus redouté qu'un casier judiciaire. A moins qu'il n'exerce un attrait malsain sur les maniaques... Le jour où il a droit à cette publicité, le délinquant se voit à jamais interdire de rejoindre le lot des « honnêtes gens ». Jadis, déjà, on marquait les esclaves...

## Une caste d'inquisiteurs

### Une solution politique

C'est donc d'un système de répression de classe qu'il est question. Et lorsque le quotidien « Nord Matin », journal, qu'il dit, de la démocratie socialiste, remplit son édition gratuite du lundi soir de photos de pin-up, d'horoscopes et d'assassinats, on est en droit de se demander qui est qui. Témoignage des mœurs d'une époque historique donnée, le fait divers ne peut disparaître. Mais il nous faut, à nous, socialistes, combattre la nocivité de cette caste — de juges, de flics et de journalistes — qui, au nom de je ne sais quel manichéisme, s'arroge le droit de dénonciation. A base de spéculations sordides et de surenchères, cette pseudo-« liberté de la presse » n'est, en réalité, que la caricature sinon la négation de cette libération de l'homme à laquelle nous aspirons. Nous savons, nous, que la libre entreprise est libéricide.

A partir de cette matière première de l'information défigurée, il nous faut poser le problème de la presse dans son ensemble (1) non sans avoir affiché notre conviction que le fait divers ne peut être isolé dans un monde à part, mais doit être traité dans les rubriques où, seules, il a sa place : politique, sociale, culturelle, médicale. A l'évidence, ce sont des critères éducatifs qui doivent être à l'origine du

choix de ces faits et non de basses raisons commerciales.

C'est donc l'obtention d'un statut de la presse, en France, qui est en cause. Un statut démocratique qu'il appartient au prolétariat de conquérir. Dès lors, un code de déontologie extrêmement rigoureux, faisant office de censure pour tout ce qui est contraire à la morale socialiste (2) protégera les citoyens des vilénies de la presse-concierge.

D'ores et déjà, des actions de masse, au niveau des usines, des quartiers, des villages, des communes, doivent se produire contre l'omnipotence des mandarins de la presse locale. Sans doute, par certains côtés, le combat des sociétés de rédacteurs s'identifie-t-il au nôtre. Mais, se voulant (faussement) apolitique, il se condamne à entrer dans le système : ce que nous refusons.

1) Sans aborder — et pour cause — la question politique, une récente déclaration de M. Estrangin, directeur général d'« Ouest France », vient de créer un précédent dans la presse française, dont il sera intéressant d'analyser les suites. « Nous sommes décidés, a dit M. Estrangin, à diminuer encore autant que nous le pourrions... nos comptes rendus d'arrestations, de tribunaux, pour l'homme et pour les familles sur lesquelles rejallissent trop facilement ces misères... »

2) La rubrique « faits divers » du « Canard Enchaîné » à cet égard est un modèle et honore ceux qui la tiennent.

## LE CLUB JEUNESSE ET CULTURE

11, rue Vernier - Paris (17<sup>e</sup>) - Tél. : 380-73-38

Vous offre la possibilité de vous rendre aux Etats-Unis cet été, soit par avion, soit par bateau, au prix forfaitaire de 500 FRANCS.

### PAR BATEAU

Le club a affrété le S.S. « Ryndam », équipé des installations les plus modernes (air conditionné, piscine, salle de théâtre, activités sportives, etc.).

Le S.S. « Ryndam » peut accueillir 980 passagers à bord, en cabines de 2, 3 et 4 lits.

### DATE DE DEPART :

21 JUIN au départ du HAVRE ;  
28 JUIN arrivée à NEW YORK.

### CONDITIONS :

500 FRANCS par personne pour la traversée du HAVRE à NEW YORK, en pension complète, pour logement en cabines à 4 couchettes.

### RETOUR NEW YORK-FRANCE

### PAR BATEAU :

S.S. « Ryndam » 11 AOÛT 1969 de NEW YORK au HAVRE.  
19 AOÛT 1969 arrivée au HAVRE.

### CONDITIONS :

500 FRANCS par personne pour la pension complète. (Pour les réductions et suppléments, voir les conditions mentionnées ci-dessus.)

# Une belle campagne

Jacqueline Giraud

Au dernier moment, pour tenter à tout prix d'échapper à la fausse alternative Poher-Pompidou, nombre d'électeurs sensibilisés par la campagne du « courant socialiste » ont néanmoins choisi de « voter utile ». Ce qui ne signifie nullement qu'ils préfèrent tous la « démocratie avancée » au « socialisme pour tout de suite » ni que le bilan de notre campagne se résume au nombre de voix totalisées par Michel Rocard.

Ce nombre de voix a pu un instant décevoir certains militants, encore qu'il exprime la solidité de notre courant dans le temps où s'effondre l'option social-démocrate. Mais s'il a déçu c'est que, précisément, la campagne a donné le sentiment d'un impact plus vaste, un sentiment qui exprime certainement une réalité.

## Un pari réussi : Le Palais des Sports

Des centaines de lettres, des télégrammes, des coups de téléphone d'encouragement. Des salles combles, à Saint-Nazaire, à Toulouse, à Lille, à Lyon, à Nancy et, samedi soir encore, à Grenoble. C'est cela le vrai bilan de la campagne. Pour la première fois, les thèses du courant socialiste ont connu une audience nationale. Au début de la campagne, les sondages ont montré que les trois quarts des Français ne connaissaient pas Michel Rocard, ni le P.S.U. Aujourd'hui, ils nous connaissent tous. Et surtout, au long de la campagne, les sondages ont exprimé une progression constante, pas seulement en prévision de votes, mais surtout en « image ». Hormis Jacques Duclos qui a admirablement réussi à convaincre de « voter utile », Michel Rocard est le seul de tous les candidats dont les interventions publiques ont constamment accru l'adhésion aux thèses qu'il défendait.

Déçus, sans doute, les militants ont pu l'être devant les résultats parisiens, après le meeting enthousiasmant du Palais des Sports. Remplir cette immense salle de plus de 6.000 places, il y a longtemps que nous en rêvions. Et malgré la pluie diluvienne, le 29 mai,



Ch. Kuhn

nous l'avons remplie au maximum. Bernard Lambert y fit un triomphe en tonnant ses convictions : « Un paysan qui prend la parole à Paris, ce n'est pas tous les partis qui prennent ce risque », puis : « Eh ! oui, nous sommes pour la socialisation de la terre ! Cela vous étonne ? » ... Quant à Michel Rocard, dans une longue analyse du socialisme que nous voulons, il souleva des tonnerres d'applaudissements. Il avait pourtant vécu une rude journée : deux enregistrements à la télévision le matin, une table ronde à 13 heures, l'émission de Menie Grégoire à 15 heures, un

meeting à Hispano-Suiza à 18 heures une traversée de Paris à moto pour tenir un mini-meeting dans le 13<sup>e</sup> arrondissement à 19 heures !

## L'essentiel n'est pas le bulletin de vote

Et, en définitive, c'est cela que nous voulions : saisir l'occasion d'une grande explication politique. Dans ses interventions, Michel Rocard demandait moins un bulletin de vote qu'un engagement dans le combat socialiste. Il le déclarait encore le vendredi 30 dans sa dernière intervention à la télévision et à la radio : « Il est indispensable, utile au premier chef d'entreprendre la reconstruction d'une gauche socialiste autour du courant socialiste. (...) Seulement, ce n'est pas que l'affaire d'un bulletin de vote. Le projet socialiste, la reconstruction de la gauche autour de ce projet c'est aussi une nouvelle manière de lier nos luttes quotidiennes, au travail comme hors du travail, avec les problèmes de choix qui se posent au pays. C'est une nouvelle manière de peser tous ensemble et de ne pas laisser ce soin à des directions politiques. »

Ce message-là a été largement entendu par ceux qui ont voté pour nous et aussi par un certain nombre de ceux qui ont préféré, dimanche, tenter d'échapper au faux choix du second tour. Ce qui n'empêche qu'après les élections, sur le véritable terrain, dans leurs entreprises et dans leurs syndicats, c'est sur les thèmes du courant socialiste qu'ils se batront. C'est alors que nous pourrions dresser le vrai bilan de notre campagne. □

Nous publions ci-après quelques-unes des lettres les plus significatives se faisant écho de notre campagne.

Arras, le 28 mai 1969

Monsieur,

J'applaudis à tout ce que vous venez d'exposer à l'instant même à Arras.

Le problème des ruraux devient inextricable par suite précisément de ces institutions nouvelles, S.A.-F.E.R., etc., qui ne peuvent que se heurter au mur des plus gros possédants. Bientôt la terre n'appartiendra plus aux paysans qui l'exploitent, mais aux magnats du commerce, du tourisme...

Biên que je ne partage pas entièrement vos points de vue, je tiens à vous féliciter pour votre clarté, votre courage, votre travail en équipe. Avec mes respects.

Pelvoux, le 28-5-1969

Monsieur Rocard,

C'est un grand bonheur pour moi de m'adresser au représentant authentique du socialisme français.

Jeune ouvrier, je vous apporte un soutien total, pour la juste lutte que vous entreprenez, à savoir une République du Peuple, pour le peuple et avec le peuple, afin de mettre en application la fière devise de la République « Liberté, Egalité, Fraternité » entre les Français.

Le socialisme est un combat, dans la mesure de mes modestes moyens, je ferai tout pour que triomphe cet idéal de justice et de dignité humaine ; pour moi, le socialisme et la République ne font qu'un seul et même idéal, il n'est de République authentique que socialiste, notre combat doit porter un coup mortel au fascisme et au racisme ennemis du genre humain.

En ce qui concerne la politique étrangère de la V<sup>e</sup> République, trop de gens ignorent que le gouvernement apportait un soutien militaire et économique à l'Espagne fasciste, au Portugal réactionnaire et colonialiste, à la Grèce des colonels, et surtout à l'Afrique du Sud, véritable scandale pour notre

## Vacances en autogestion

Vacances actives et détente, autogérées par les militants et sympathisants du courant socialiste.

ALGERIE - TCHECOSLOVAQUIE - YOUGOSLAVIE.

1 s. circuit et visites, 1 s. rencontres et débats, 1 s. détente libre.

Thèmes : l'autogestion et la planification, la démocratie politique.

Dates : 3 s. du 5 au 27 juillet ; du 3 au 24 août.

2 s. : du 5 au 20 juillet ; du 3 au 17 août.

PRIX TOUT COMPRIS

	séjours JEUNES	séjours COURANTS
<b>ALGERIE.</b>		
Marseille - Marseille (bateau) .....	3 s. 600 F	800 F
	2 s. 500 F	700 F
Paris - Paris (avion) .....	3 s. 750 F	1 000 F
<b>YOUGOSLAVIE - TCHECOSLOVAQUIE</b>		
Paris - Paris .....	3 s. 700 F	900 F
	2 s. 600 F	800 F
ROUMANIE .....	950 F	950 F
ALBANIE .....	950 F	950 F
CUBA, à partir de .....		1.950 F

AUTRES PAYS : Paris - Paris, juillet et en août

LIBAN ... 2 s. 800 F 3 s. 1 000 F	TURQUIE .. 27 j. 900 F
EGYPTE .. 3 s. 1 200 F 4 s. 1 300 F	MEXIQUE . 4 s. (août) 2 150 F
INDE ..... 3 s. 2 300 F 4 s. 2 400 F	

TRANSPORTS AVIONS (par lignes régulières ou charters de Paris - Paris).

ALGERIE .....	450 F	INDE .....	1 600 F
LIBAN .....	900 F	BRESIL .....	2 000 F
EGYPTE .....	850 F	PEROU .....	2 000 F
MEXIQUE .....	1 550 F	NEW YORK .....	850 F
		LOS ANGELES .....	1 300 F

● Pour toute demande soit d'inscription, soit de renseignement s'adresser à :

DECOUVERTE ET CULTURE  
81, rue Mademoiselle - PARIS-15<sup>e</sup>

Communiqué.

pays de porter aide militaire à un gouvernement digne d'Hitler et de la Gestapo ; je trouve tout à fait comique qu'après cela le général de Gaulle se montre l'ami des Africains alors qu'en même temps il arme la main de leur ennemi mortel qui ne vise qu'à l'esclavagisme physique de la race noire, dénoncer ce scandale, aux ondes de l'O.R.T.F., cela fera peut-être réfléchir beaucoup de nos concitoyens admirateurs de la politique étrangère de la V<sup>e</sup>.

Vous connaissez également le scandaleux rapprochement avec l'Espagne franquiste ; vous savez que pour beaucoup d'ouvriers, dont moi-même, la République Espagnole est une cause sacrée, avec beaucoup de nos camarades, nous serions enchantés de la destruction physique du franquisme, vulgaire mascarade fasciste à qui le gouvernement français apporte aide économique et militaire, faites connaître votre opinion sur ses sujets (à l'O.R.T.F.) j'espère que cela ouvrira les yeux à beaucoup de nos concitoyens.

Je tiens également à vous dire que l'invasion de la Tchécoslovaquie héroïque m'a rempli de mépris et de dégoût pour la clique de Moscou et leurs larbins de l'Est.

Je désirerais avoir l'honneur d'être membre actif du P.S.U., quelle démarche faut-il entreprendre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Rocard, mes très respectueuses salutations et mes souhaits de succès à votre candidature à la présidence de la République.

Bourg-la-Reine, le 29 mai 1969

Monsieur,

Cette lettre pour moi, restera un moment de ma vie. C'est un engagement très grave, donc très réfléchi.

Dans la période actuelle les mots même perdent beaucoup de leurs sens, donc je voudrais en employer le moins possible.

J'ai vingt-cinq ans, je suis ouvrier, régleur d'appareils pour le gaz naturel. Actuellement, je travaille dans la région parisienne, ce n'est pas toujours le cas. Je suis du Puy-de-Dôme où je travaillais chez Michelin jusqu'en 1967. Je militais à la C.F.D.T., où j'occupais les fonctions de délégué du personnel, membre de la commission « Culture-Loisirs » du comité d'établissement, et membre du conseil syndical.

Puis je changeais de métier, et actuellement, après deux ans de réflexion, je veux m'engager politiquement.

Pour des raisons de respect d'une majorité évidente, j'ai collaboré en septembre dernier à l'organisation d'un syndicat C.G.T. dans l'entreprise, actuellement, je suis naturellement candidat au comité d'établissement.

Bien sûr je suis syndiqué C.G.T., mais je reste profondément C.F.



Ch. Kuhn

D.T., pour des raisons d'unité, je m'abstiens de diviser les ouvriers de cette entreprise.

Je me rallie à vous en connaissant le P.S.U. depuis pas mal d'années. Votre idéologie est très proche de la mienne. Cependant, je suis certain qu'il lui manque des voix ouvrières, je lui apporte modestement la mienne.

J'aimerais recevoir les statuts du parti, je voudrais bien les connaître noir sur blanc.

En attendant de vous lire, agréer Monsieur, l'agrément de mes sentiments les plus dévoués.

Lyon, le 30 mai 1969

Monsieur,

Nous sommes quatre travailleuses ouvertes à vos idées, cependant, après avoir discuté longuement entre nous, nous décidons de partager nos voix entre Poher et Rocard, pour barrer la route à Pompidou.

Nous redoutons de voir au 2<sup>e</sup> tour : Pompidou et un homme de gauche, Duclos, ce dernier n'aurait alors aucune chance de gagner.

Nous pensons que Poher sera un gouvernement de transition, plus libéral, qui tiendrait compte, tout du moins partiellement, des voix des autres formations politiques. Cela permettra de diffuser et propager nos options socialistes que nous soutenons.

Par cette lettre, nous voulons vous faire savoir que le pourcentage de voix que vous obtiendrez ne sera peut-être pas le reflet réel des opinions. Rendez-vous aux prochaines élections.

Nous pensons également que le rassemblement des forces de gauche (C.I.R., P.S.U. et clubs) est très important pour l'avance de la gauche et nous comptons sur le P.S.U. pour œuvrer dans ce sens.

Sympathie et soutien. □

Rostrenen, le 28 mai 1969

Chers camarades,

Je viens d'écouter l'intervention de Michel Rocard à la T.V. sur les problèmes paysans.

Cette intervention est **capitale** : il faut qu'elle soit diffusée par la presse le plus rapidement possible : « T.S. » mais aussi diffusion immédiate dans les fédérations pour reproduction dans nos journaux locaux.

J'ai été frappé par la manière dont M. Rocard répondait directement et clairement aux questions que nous posent les paysans dans les réunions que nous organisons, mais je crains que beaucoup n'aient pas eu la bonne idée d'écouter cette émission.

C'est du bon travail, l'idée socialiste progresse.

Bon courage à toute l'équipe et spécialement à Michel Rocard.

Sentiments socialistes.

Chalon, le 29 mai 1969

Monsieur,

C'est bien la première fois de ma vie que je me risque à écrire à un homme politique, que je ne connais pas et qui ne me connaît pas. J'ai 31 ans, et je ne suis qu'un petit professeur de lycée, éléctrice parmi tant d'autres.

Au moment où je m'appête à voter Michel Rocard, j'éprouve le besoin de vous remercier. Vous remercier d'avoir eu le courage de vous lancer dans cette bataille, ce qui me permet aujourd'hui de voter, je dirai « proprement », et pour une fois réellement de bon cœur, en harmonie avec mes idées.

Votre tentative, selon tel journaliste, n'a que peu de « crédibilité »... Pourquoi donc faut-il que vous soyez un des rares à pa-

raître... croire réellement ce que vous dites, à être plus préoccupé du sort des Français que de telle ambition ou stratégie politique?... Peu de crédibilité, alors que dans cette élection vous apportez au moins un peu d'air frais et quelque chose de neuf ! Car l'environnement de cette élection et le mépris de l'électeur a de quoi écœurer, campagne à grand fracas, promesses invraisemblables, sondages maniés et remaniés à longueur d'ondes : n'ai-je pas entendu la semaine passée G. Altschuler considérer que les sondages étaient pour les candidats en somme une « étude de marché » !... Le marché électoral ! Voilà donc ce qu'est devenue la démocratie ! Il n'est pas jusqu'au P.C. qui nous convie à « Voter utile », vieille expression, usée, qui me laissait perplexe dans mon enfance (je me demandais alors qui était « Utile » !). Vraiment, je serais tentée de croire que le candidat Krivine n'a pas tort de parler de « farce électorale ». Mais si sympathique que soit sa démarche, elle me paraît trop négative. Et je me paierai le luxe (puisque aussi bien ce semble en être un) de ne voter ni « utile », ni selon une prétendue sagesse moutonnière, mais selon mes convictions, regrettant de ne pouvoir mettre dans l'urne qu'un bulletin, et qu'il pèse si peu lourd !

Ce courage d'aujourd'hui, je vous le souhaite de tout cœur pour les lendemains d'élections et les luttes à venir. En m'excusant d'abuser de votre temps par une démarche qui vous paraîtra sans doute puérile — mais en ce temps de déceptions (la gauche en miettes, l'attitude si amère à comprendre de P.F.M.) et de lourdeurs (les C.D.R. S.A.C. et tutti quanti) il est tentant de donner quelque chaleur humaine à un espoir, en attendant de voir le bout du tunnel. □

# Un courant qui s'affirme

Christian Guerche

Il n'est pas dans nos coutumes de maquiller les chiffres, ou de crier victoire là où elle ne se produit pas.

Les commentaires que nous faisons ici même après les élections de juin 1968, montraient à la fois nos succès là où ils s'étaient produits, et nos reculs. Seul de tous les partis à l'époque, nous avons passé au crible du commentaire critique toutes les circonscriptions où nous nous présentions. Nous avons alors marqué toutes les nuances indispensables pour rendre compte de la diversité des situations, et noté les progrès comme les reculs. A l'époque déjà *l'Humanité* avait réfuté nos commentaires. Quitte à reconnaître l'essentiel de nos propos dans le n° spécial des *Cahiers du Communisme* de novembre 1968, consacré aux élections, et dont la réputation scientifique amène les rédacteurs à tenir compte de la réalité.

Nous persévérons. Aujourd'hui *l'Humanité* se plaît à souligner notre recul à Pa-

ris. Il est incontestable. Que ne fait-il une analyse pour lui-même, et dans Paris et dans la banlieue parisienne. Il constaterait à son tour, ce qui est une évidence, qu'une campagne présidentielle présente des caractères particuliers, et que l'on peut difficilement rendre comparable ce qui ne l'est pas.

Il reste néanmoins que chacune des élections crée une référence par rapport à la suivante. On ne saurait s'en passer pour le commentaire. On ne saurait non plus, ne pas tenir compte des aspects spécifiques de chacune d'entre elles. En d'autres termes, les informations que nous donnons ici, constituent les premiers éléments d'une réflexion indispensable.

Elles ne constituent qu'un point de départ. Il appartiendra à tous les militants du courant socialiste, et en premier lieu du P.S.U., d'en tirer des conclusions.

Sans céder à quelque triomphalisme que ce soit, on verra que les aspects encourageants sont tout aussi importants que les

autres. Une grande bataille est commencée, dont les élections présidentielles constituaient une étape.

La campagne que nous avons pu mener a montré que le courant dont nous sommes porteurs touche de vastes assemblées. Cela ne s'est pas toujours traduit en votes.

Cela ne saurait étonner que ceux pour qui toute campagne électorale représente le « summum » de l'activité politique. Tout au long de sa campagne, Michel Rocard a rappelé que notre combat se situait sur tous les terrains possibles. Ce combat continue aujourd'hui sous d'autres formes. Il ne peut qu'être renforcé par la vaste campagne d'explication que nous avons pu mener. C'est au travers de tout le pays que se situent désormais les luttes nouvelles. C'est ce que la campagne a permis de réaliser.

Il dépend de nous tous que désormais, elle fructifie.

● Bien entendu, la semaine prochaine, nous ferons une étude plus approfondie de tous les résultats.

## La presse et l'élection

### Le Monde

« Le parti communiste a immédiatement dénoncé, par la bouche de son secrétaire général, M. Waldeck Rochet, les responsabilités d'un parti socialiste qui préconisait une alliance centriste » et celles d'un P.S.U. que M. Jacques Duclos a injustement accusé (le conflit de mai-juin 1968 n'est pas oublié) d'avoir joué le rôle de diviseur.

(...) « Il importe beaucoup de savoir de quelle manière l'union de la gauche va être envisagée et préparée par les communistes : vont-ils considérer que, au moment où MM. Rocard et Krivine totalisent 4,72 % des suffrages, un parti qui en recueille 5,07 % peut encore être traité comme un interlocuteur privilégié, dont l'avis prime celui de toutes les autres formations de gauche ?

(...) « Un retour aux combinaisons électorales de toujours susciterait certainement dans les rangs de la « gauche nouvelle » (Convention des Institutions Républicaines, P.S.U., Clubs) une vive amertume. Il risquerait d'exposer tôt ou tard l'ensemble de la gauche française à de nouveaux 1<sup>er</sup> juin 1969 et de la maintenir dans le rôle modeste qui est aujourd'hui le sien : spectatrice bien plus qu'arbitre du second tour de l'élection présidentielle. » (Raymond Barillon.)

### Le Figaro

« Comme tous les candidats, Michel Rocard a vécu, hier soir, des heures de rude suspense.

(...) « Pour lui, c'est un peu mieux qu'un succès d'estime. Il termine mieux placé que ne l'annonçaient les derniers sondages et l'échec du tandem Defferre-Mendès lui donne de bonnes chances, estime-t-il, au sein de la gauche non communiste. Il faudra désormais compter avec le courant socialiste dont il est le chef de file. Le parti communiste devra, qu'il le veuille ou non, dialoguer avec lui. » (Gérard Marin.)

### Le Nouvel Observateur

« La vieille gauche était probablement morte bien avant ce printemps électoral. Son vocabulaire servait seulement à rassurer les consciences en donnant une apparence de progressisme à des positions presque aussi conservatrices que celles de la droite. La lutte « contre le pouvoir personnel » renforçait cet alibi confortable.

(...) « Le problème fondamental de la gauche est d'empêcher que les forces nouvelles s'enferment ainsi dans une impasse et que les forces anciennes s'enlisent définitivement dans

le marais où elles viennent de s'enfoncer un peu plus. A cet égard, la campagne de Michel Rocard ouvre quelque espoir. Elle n'a pas seulement révélé le caractère et les qualités d'un homme qu'une foi profonde dans le socialisme n'empêche pas d'être exactement informé des conditions du monde moderne, et qui s'efforce constamment de rapprocher les deux. Elle a surtout aidé à comprendre l'objectif essentiel des années qui viennent : concilier les aspirations d'une jeunesse qui met en cause les idéaux du monde contemporain et les exigences d'une rationalité technique seule capable de maintenir ce monde au niveau d'efficacité nécessaire au développement du bien-être matériel. » (Maurice Duverger.)

### L'Express

« La campagne présidentielle a montré que l'extrême gauche française peut avoir un avenir. Et qu'elle a déjà une pensée, même une technocratie. Le relatif succès personnel de M. Michel Rocard, inspecteur des Finances de 38 ans, est de lui avoir donné une physionomie jeune et volontaire. Avec la passion de Saint-Just et la voix à saccades de Louis Juvet, il a présenté à la télévision une doctrine globale de la société socialiste que son parti, le P.S.U., propose de construire. » François Gault.)



# de juin 68 à juin 69

JUN 68 (1)			JUN 69 (2)		
		%			%
P.C.	4.435.357	20,03	Duclos	4.781.838	21,52
P.S.U.	874.212	3,94	Rocard	814.053	3,66
F.G.D.S.	3.654.003	16,50	Defferre	1.128.047	5,07
Div. Gauche	163.679	0,73	Poher	5.202.271	23,42
P.D.M.	2.290.165	10,34	Pompidou	9.763.428	43,95
U.D.R.	9.663.605	43,65	Krivine	236.263	1,06
Rép. ind. non U.D.R. modérés	917.539	4,14	Ducatel	284.820	1,29
Extrême droite	28.871	0,13	Inscrits	28.171.635	28.775.876
Technique et Démocratie	77.378	0,34	Votants	22.539.743 (80 %)	22.500.644
Pisani	33.848	0,15	Exprimés	22.138.657 (78,58 %)	22.210.722 (77,18 %)

(1) Résultats concernant métropole et départements et territoires d'outre-mer.

(2) Résultats concernant la métropole.

## Les départements où nous progressons

Par rapport aux élections de juin 1968, où nous avons marqué une avancée importante, un certain nombre de départements marquent notre progression. Il s'agit des départements suivants :

Départements	Voix 1969	Voix 1968	Candidats P.S.U.	Circonscription
Allier	5.718	1.580	1	4
Basses-Alpes	1.686	628	1	2
Hautes-Alpes	1.525	—	0	2
Aude	4.670	4.446	3	3
Ardennes	5.721	—	0	3
Ariège	2.278	—	0	2
Aveyron	4.306	—	0	3
Bouches-du-Rhône	16.446	15.778	11	11
Cantal	1.944	—	0	2
Corrèze	3.441	—	0	3
Corse	1.202	481	1	3
Côte-d'Or	7.020	6.478	4	4
Creuse	1.893	—	0	2
Dordogne	5.467	4.874	3	4
Drôme	6.113	770	1	3
Eure-et-Loir	4.871	2.263	2	3

## Les départements où nous précédon Defferre

Dans tous les départements, Jacques Duclos nous précède. Dans tous les départements et villes, nous précédon largement Alain Krivine.

Dans quatorze départements, nous sommes devant Gaston Defferre. Il s'agit des départements suivants : Calvados, Côtes-du-Nord, Essonne, Finistère, Loire, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Rhône, Savoie, Seine-St-Denis, Val-d'Oise.

On notera également que, dans un nombre important de villes, nous batton Gaston Defferre. Il s'agit notamment de : Oyonnax, St-Quentin, Rodez, Caen, Vierzon, St-Brieuc, Romans, Brest, Rennes, Fougères, Lons-le-Saulnier, Dole, St-Etienne, Firminy, Nantes, St-Nazaire, Cahors, Angers, Cherbourg, Nancy, Bar-le-Duc, Sarrebourg, Thionville, Mournex, Lyon, Le Creusot, Chambéry, Le Havre, La Roche-sur-Yon, Châtellerault, St-Dié, etc.

Départements	Voix 1969	Voix 1968	Candidats P.S.U.	Circonscription
Gironde	16.541	8.606	5	10
Hérault	8.281	4.121	2	5
Indre-et-Loire	6.933	3.539	3	4
Jura	4.165	1.694	1	2
Landes	3.968	—	—	3
Loir-et-Cher	4.003	2.132	1	3
Haute-Loire	3.171	—	0	2
Lot-et-Garonne	4.449	1.733	2	2
Lozère	1.125	749	1	2
Maine-et-Loire	10.915	5.940	3	6
Haute-Marne	3.818	1.902	1	2
Mayenne	3.534	—	0	3
Meuse	2.881	—	0	2
Manche	6.971	6.331	4	6
Nièvre	3.437	—	—	3
Nord	36.527	30.844	20	23
Oise	9.287	8.621	4	5
Orne	4.272	3.117	2	3
Pas-de-Calais	20.119	7.879	7	14
Puy-de-Dôme	10.414	6.446	4	5
Basses-Pyrénées	8.352	7.917	3	4
Hautes-Pyrénées	3.754	—	—	2
Pyrénées-Orientales	3.744	2.239	1	2
Bas-Rhin	6.302	3.535	2	8
Haut-Rhin	6.018	4.598	2	5
Haute-Savoie	4.056	1.713	1	2
Saône-et-Loire	7.260	2.385	1	5
Seine-et-Marne	9.527	9.496	4	5
Deux-Sèvres	6.186	—	—	3
Somme	8.322	6.897	4	5
Tarn-et-Garonne	3.025	1.517	1	2
Var	6.817	—	0	3
Vaucluse	5.623	3.117	2	3
Vienne	5.368	3.600	2	3
Haute-Vienne	5.341	3.717	2	3
Yonne	4.058	2.351	2	3
Territoire de Belfort	2.240	2.162	2	2

Ainsi, nous gagnons des voix dans 53 départements. Dans des proportions variables et en tenant compte, bien entendu, d'une présence plus ou moins grande de candidats P.S.U. dans les différents départements. Il reste que l'on voit mieux se dessiner notre influence, notamment dans les départements ruraux.

# Réponse à la F.N.S.E.A.

Michel Rocard

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du document que vous m'avez adressé à l'occasion de l'élection présidentielle et dans lequel vous précisez les options essentielles de votre organisation. J'accorde une très grande importance au dialogue avec le mouvement syndical. C'est pourquoi, je formule le souhait qu'il ne se limite pas à la période d'une consultation électorale. Je suis, pour ma part, favorable à des contacts réguliers permettant une information réciproque dans le respect de l'indépendance de nos deux organisations.

Dans l'attente de notre première rencontre, mercredi 28 mai, qui me permettra de vous exposer les grandes lignes de la politique agricole que propose le courant socialiste que je représente, je désire répondre dès maintenant aux principales options présentées dans votre document.

Naturellement, tous les candidats affirment qu'ils sont favorables à une politique d'expansion économique, même si leur action à la direction du gouvernement pendant six années, a produit un résultat contraire.

Le problème n'est pas tant celui de la croissance que des méthodes susceptibles de la réaliser, des fins à lui assigner.

La crise économique et sociale actuelle est due à l'incapacité du gaullisme à affronter et surmonter un certain nombre de blocages structurels de la croissance : faible productivité de l'industrie française, insuffisance des équipements collectifs et sociaux, coût de la distribution, crise de l'agriculture, crise du système de formation, etc. Les conséquences de cette impuissance sont notamment le développement du chômage, les accroissements des disparités régionales et sectorielles, la mainmise croissante des groupes internationaux sur l'appareil de production.

Toute politique acceptant les règles du jeu capitaliste ne pourra aboutir qu'à des résultats identiques.

Au contraire une politique de croissance au service de l'ensemble des travailleurs doit s'attaquer à ces problèmes de fond et mettre en cause les structures actuelles de décision et de pouvoir. Cette option implique notamment :

— l'orientation des investissements par la collectivité dans le cadre d'un plan démocratiquement élaboré et disposant de moyens d'exécution effectifs.

— la socialisation progressive des centres de décision les plus importants (établissements de crédit, grands moyens de production monopolisés, secteurs de pointe).

— l'organisation collective des petits producteurs indépendants (agriculture, commerce, artisanat).

— la démocratisation de la vie économique au niveau de l'Etat, de la région, et aussi de l'entreprise par un contrôle des travailleurs sur les décisions qui engagent leur avenir.

A ces conditions, la croissance économique pourra assurer à chaque travailleur, quel que soit son secteur d'activité, une part équitable du revenu national.



Collombert

Vous présentez comme objectif de la politique agricole : la **parité entre l'agriculture et les autres activités économiques** et vous en donnez une définition qui correspond exactement à l'article 1<sup>er</sup> de la loi d'orientation du 5 août 1960 qui devait, selon les propos de M. Michel Debré, « orienter l'agriculture pour une génération et même davantage ». En proposant ce qui est contenu dans la loi, vous êtes conduits à constater l'échec des gouvernements qui, depuis 9 ans, n'ont pas réussi à atteindre cet objectif, alors qu'ils disposaient de tous les pouvoirs.

En réalité, la politique suivie tend depuis l'origine à l'organisation et au développement d'une agriculture capitaliste dont les grands exploitants du bassin parisien et du Nord constituent l'assise essentielle. Pour eux, la parité n'est pas un objectif, car ils l'ont atteinte et dépassée depuis longtemps. Leur situation leur permet de bénéficier de super-profits au détriment des autres agriculteurs et des consommateurs. Par contre, la grande masse des paysans ne disposant pas des moyens financiers pour s'intégrer dans un système

de développement capitaliste est rejetée par la machine économique. Ceux qui ont tenté de prendre le train en marche se sont considérablement endettés et prennent conscience qu'ils n'ont aucun avenir après avoir gâché l'essentiel de leur existence.

Vous notez une baisse du revenu des agriculteurs, particulièrement importante depuis un an et

Il n'est pas possible pour le syndicalisme paysan de contester les effets de la politique des prix sans en contester les causes. Or cette politique correspond à la logique fondamentale du système capitaliste. C'est donc le système économique global qu'il faut mettre en question. Voilà pourquoi le courant que je représente appelle les agriculteurs à réfléchir aux moyens propres à renverser le capitalisme et à construire un système reposant sur les valeurs socialistes.

De même la politique dite « des structures » n'a eu aucun effet économique notable malgré les discours ministériels et l'adhésion enthousiaste d'une grande partie des responsables paysans. Elle a simplement freiné, très légèrement, la concentration capitaliste des terres. Le poids électoral des agriculteurs a obligé la cinquième république à faire preuve d'une certaine prudence. Pour combien de temps encore ?

Dans un pays industrialisé, la **politique agricole ne peut être qu'un aspect de la politique économique globale**. Elles procèdent de la même logique, reposent sur les mêmes bases, répondent aux mêmes valeurs. C'est pourquoi il m'est difficile de concevoir comment le syndicalisme agricole peut à la fois accepter le système capitaliste et la société bourgeoise et dénoncer la situation de plus en plus misérable offerte à la majorité de la paysannerie. Il doit, à mon avis, choisir entre la défense des privilèges des uns et l'avènement d'une société qui donne à la grande masse la possibilité d'un épanouissement réel.

On a trop longtemps répété aux agriculteurs qu'ils étaient tous frères parce qu'ils vivaient du travail des champs. Or un nombre de plus en plus grand se rend compte qu'il y a autant d'intérêts communs entre le grand entrepreneur agricole et le petit paysan artisanal qu'entre le renard et la poule qui eux aussi habitent les campagnes. L'unité traditionnellement défendue dans les organisations professionnelles est nécessairement celle des plus nantis et elle enlève à la grande masse la possibilité de percevoir la nature du système qui l'opprime.

Le sens de ma candidature est d'aider les agriculteurs à comprendre ces phénomènes et à participer au combat socialiste qui est le seul à répondre à leurs aspirations.

Il est bien évident qu'un système politique et économique qui repose sur la seule loi du profit individuel et se traduit par la mainmise de la classe des possédants et de ses alliés sur l'ensemble de la vie sociale ne peut pas promouvoir un développement économique harmonieux pour l'ensemble des régions et permettre aux cj-

toyens et aux travailleurs de prendre en charge leur propre destin. Très peu de fils d'agriculteurs accèdent à l'enseignement secondaire et à l'université : est-ce le fruit du hasard ? La bourgeoisie a besoin des voix des paysans et de leur soutien contre les ouvriers, mais elle n'entend pas leur faire partager ses pouvoirs.

Je voudrais souligner, enfin, que pour le courant socialiste, l'Europe n'est pas une fin en soi. Nous sommes conscients de la nécessité de construire de grands ensembles économiques et politiques, mais à la condition qu'ils se fassent au bénéfice de la grande masse des travailleurs. Vous savez comme moi que l'Europe libérale que soutiennent MM. Defferre, Poher et Pompidou, entraînera une accélération de la concentration capitaliste des exploitations agricoles et leur intégration par les grandes firmes privées d'aval et d'amont contrôlées par les capitaux bancaires. Il n'est pas possible d'être favorable à l'Europe de Robert Schumann et à Sicco Mansholt et hostile à l'action du trust Unilever car c'est la même chose ! Vous me direz que la manière n'est pas la même !

Au cours de l'entretien que nous aurons la semaine prochaine, je voudrais vous préciser ce que me paraissent devoir être les solutions socialistes qui s'imposent en agriculture et qui ne sont qu'un aspect du schéma global du fonctionnement de la société socialiste et de la planification démocratique. Je veux simplement vous en donner les grandes lignes :

— socialisation des terres : l'exploitation étant distinguée de la propriété ; ces terres étant remises à des sociétés coopératives régionales contrôlées par l'ensemble des travailleurs ;

— développement de l'exploitation coopérative intégrée permettant notamment de libérer les hommes et les femmes des sujétions de l'exploitation individuelle et familiale ; □

## Luttes ouvrières

### Les chauffeurs-routiers se fâchent

Les chauffeurs routiers viennent de tenir congrès. Ils constituent un syndicat autonome, mais cela n'a pas empêché au vent de mai de souffler sur leurs assises, avec un an de retard, certes.

Les chauffeurs routiers ne veulent plus d'un patronat qui leur impose 16 à 18 heures de travail par jour pour 1.500 F mensuels. Ils ne veulent plus conduire des engins mal vérifiés qui favorisent les accidents dont seuls les chauffeurs sont rendus responsables.

Ils envisagent sérieusement, si les patrons n'ouvrent pas des négociations, de paralyser le réseau routier national. Ils affirment que

— contrôle des travailleurs sur les cycles complets parcourus par les produits agricoles. En pratique l'intégration coopérative doit comprendre la production, la transformation et la commercialisation des produits ; elle doit aboutir à une gestion commune par l'ensemble des travailleurs intéressés en liaison avec les autres secteurs ;

— dans le cadre de la planification globale (nationale, européenne), planification régionalisée des productions, le problème d'éventuelles surproductions étant réglé par un arbitrage national entre les programmes régionaux et par l'auto-discipline des travailleurs associés dans leurs coopératives ;

— politique régionale de l'emploi, favorisant l'implantation dans les régions essentiellement rurales d'entreprises industrielles, créatrices d'emploi et pour lesquelles les coûts de transport sont marginaux.

J'ai tenu, Monsieur le Président, à vous faire parvenir une réponse qui ne soit pas de circonstance. J'imagine que beaucoup de candidats vous apportent un accord général qu'ils affirment réaliste et déclarent partager leurs valeurs humaines dont vous vous réclamez.

Les paysans et leurs représentants syndicaux méritent qu'il leur soit tenu un langage vrai et sans complaisance. Ils ont été trop longtemps abusés par les orateurs variés des comices agricoles.

Je ne cherche pas à séduire le temps d'une élection, mais à engager la grande masse des paysans à participer avec les autres travailleurs à l'avènement d'une société qui permette à tous de bénéficier de toutes les possibilités qu'offre le monde moderne, d'accéder à la culture, d'être responsable dans son travail ; qui permette à chacun d'assurer la responsabilité de son destin et de participer à la détermination de celui de la collectivité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée. □

pour y parvenir il leur suffit de respecter scrupuleusement le Code de la Route.

Les chauffeurs veulent donner plus de poids à leur syndicat, un peu trop considéré comme une amicale. Hélas, ils n'envisagent pas de sortir de leur syndicalisme adhérents sur 300.000 chauffeurs. Pourtant c'est la seule issue possible s'ils veulent s'attirer la solidarité de tous les travailleurs dans un combat juste et nécessaire. □

### Mauvais calculs chez Bull

Le 5 septembre dernier, Bernard Corniot, délégué C.G.T. chez Bull-Belfort avait affiché un état comparatif des salaires entre Bull et

IBM. Cela n'a pas plu au sieur Al-Baret, directeur de l'usine, qui a fait arracher cette affiche. La C.G.T. a porté plainte et le directeur se voit condamné à 500 F d'amende et 700 F de dommages et intérêts.

Ça fait cher l'affiche mais c'est peu payer l'affront fait aux travailleurs et aux syndicats. □

### 400 licenciements dans le textile

Trois usines textiles d'Elbeuf (Seine-Maritime) viennent de décider (seules) de fermer leurs portes à la fin du mois de juin. Ce sont 400 salariés dont deux tiers de femmes qui se trouvent privés d'emploi.

Entre juillet et octobre, deux cents d'entre eux seront reclassés aux Editions Rombaldi. On imagine facilement quelle qualification professionnelle ont ces travailleurs pour passer aussi facilement du textile à l'édition. Voilà des hommes et des femmes qui doivent se sentir libres et épanouis.

Au moins auront-ils la satisfaction d'avoir un emploi. Mais les 200 autres ? □

### Les nouveaux négriers de Bordeaux

Depuis huit mois, toutes les déclarations rassurantes n'ont pu arrêter le processus de liquidation des chantiers navals de Bordeaux. Les horaires des ouvriers viennent d'être réduits. La moitié du personnel a été mis en congé à partir du 1<sup>er</sup> juin. D'autres travailleurs ont été loués à différentes entreprises.

Les carnets de commande des chantiers sont vides, mais il reste un peu d'argent à gagner en se transformant en « négriers » de la classe ouvrière. Il est vrai que nous sommes à Bordeaux.

Mais ce n'est pas ainsi que le problème de l'emploi sera résolu. □

### Remorqueurs en rade

Le 19 mai dernier une grève nationale laissait à quai la totalité des remorqueurs des ports français. Ceux-ci entendaient manifester leur opposition à la disparité des salaires entre les officiers du « large » et ceux des remorqueurs.

Lorsque le 30 mai, 170 officiers du Havre se sont présentés à leur travail, ils ont été prévenus de leur suspension jusqu'au 1<sup>er</sup> juin à 20 h. La direction de la compagnie « Les Abeilles » déclare qu'ils n'ont pas respecté le préavis de cinq jours avant la grève.

Les officiers rétorquent que cette mesure a été balayée par les événements de mai 68. Et pour bien montrer leur opposition, ils ont décidé de ne pas se présenter à l'embauche le 1<sup>er</sup> juin. Le port du Havre risque la paralysie à cause de l'imbécile répression patronale. □

### Fiat-Citroën : la rançon

Après ceux de St-Gobain, ce sont les syndicalistes de Citroën-Berliet-Fiat, désormais dans le même groupe, qui se sont rencontrés le 29 mai dernier à Paris. Cinq syndicats français (C.G.T. et C.F.D.T.) et italiens ont décidé de coordonner leurs actions revendicatives.

Leur principale action va être d'accroître le droit syndical dans l'ensemble du trust. Bien entendu les syndicalistes n'écartent pas la possibilité de négociations avec la direction générale Fiat-Citroën. Mais ils n'écartent pas non plus l'éventualité d'une grève concertée dans les usines françaises et italiennes.

L'accord Citroën-Fiat passé sur le dos des travailleurs se retourne contre ses auteurs. Les travailleurs portent la lutte au niveau international. C'est ainsi que commence à se construire l'Europe socialiste. □

### La lutte continue à la Sollac

« Cette grève ne repose sur aucun fait dont la solution soit à la portée de la direction. Elle ne saurait trouver son fondement dans aucune demande de modifications des conventions collectives car ces modifications sont du ressort des réunions paritaires... Il serait incompréhensible que cette grève dure davantage. »

Tel est le communiqué de la direction de la Sollac après trois semaines de grève, qui se reconnaît incompétente. Elle refuse de donner aux salariés des salaires équivalents à ceux des autres entreprises de la sidérurgie. Pour les cadences, les conditions de travail, les licenciements, le patronat n'a pas besoin de conventions collectives mais pour augmenter les salaires c'est différent.

A 97 %, les travailleurs de la Sollac ont décidé de la poursuite de la grève. Les patrons finiront bien par négocier. Mais au-delà de la revendication c'est tout le pouvoir divin du patronat qui est contesté. Les travailleurs entendent que ce soit au niveau de l'entreprise que soient discutés les problèmes. C'est ça le contrôle ouvrier. □

### du nouveau pour votre équipement

# duplication

Le procédé stencil fait de nouveaux progrès avec l'apparition du duplicateur Gestetner 466, qui permet à un opérateur même novice de tirer rapidement 10, 100, 1.000, 5.000 copies impeccables. Un graveur automatique de stencils élimine le recours à la frappe.

L'offset de bureau apporte à un nombre toujours croissant d'organismes et de services, le moyen moderne, rapide et sûr, de faire face à l'accélération des communications intérieures et extérieures.

Voulez-vous connaître en détail les nouveaux services que la duplication peut vous rendre ? Demandez à GESTETNER, sa documentation 854-71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY - tél. 482-47-85.

# Un étudiant du S.D.S. nous parle

**Q. — La R.F.A. offre à son voisin français le spectacle d'une démocratie bourgeoise politiquement en léthargie. La coalition bipartite de son gouvernement, l'absence d'opposition vraie, l'apathie des masses et l'esprit conformiste font de ce pays un champ d'application rêvé pour la bureaucratie capitaliste occidentale. Est-il exact d'affirmer que la contestation extraparlamentaire — et en particulier le S.D.S. — s'est fixé pour tâche première de réveiller l'étudiant et l'ouvrier allemands, de les tirer du climat de torpeur béate et égoïste dans lequel ils vivent ?**

**R. —** L'opposition extraparlamentaire, l'A.P.O., est un mouvement diffus qui s'est constitué à partir de groupes d'extrême gauche. On peut situer sa naissance vers mai 1965. A cette époque, 1.200 manifestants se réunirent à l'appel du S.D.S. dans l'université de Bonn pour constater la faillite de l'opposition parlementaire face aux lois d'urgence et pour dénoncer le danger des négociations secrètes qui venaient d'être engagées sur ce problème.

Des balbutiements d'opposition extraparlamentaire existaient dès le lendemain de la rupture entre S.P.D. et S.D.S. en 1961-1962. Le S.D.S., qui était à l'origine l'organisation étudiante de la S.P.D., désapprouvait la voie ultra-réformiste suivie par la S.P.D. depuis son congrès de Bad-Godesberg en 1959.

Vu les désaccords persistants la S.P.D. avait alors exclu le S.D.S.

Les premières activités politiques du S.D.S. après Godesberg ont alors été plus que jamais d'information : sur le socialisme de salon de la S.P.D., sur les lois d'urgence. Il dévoila l'illusion de la « société intégrée » qui met l'étudiant, l'ouvrier, le citoyen en général, au service de l'Etat capitaliste, etc. Comme ce genre d'information représente en soi une provocation du système capitaliste, le S.D.S. fut donc, au départ, confronté à l'idéologie endormante de la R.F.A. Avant de se lancer dans l'action politique directe, il fallait informer et se donner une base dans la société. Sinon on ne pouvait songer à organiser un mouvement d'opposition, comme il a pu finalement se manifester lors de la marche sur Bonn en mai 1968.

**Q. — Quels moyens politiques a choisis le S.D.S. pour parvenir à ses fins ?**

**R. —** Dans l'agitation quotidienne, la lutte contre la guerre au Vietnam, la dénonciation de l'exploitation du tiers monde, le rappel de la quasi-continuité du national-socialisme en R.F.A., la lutte contre les lois d'urgence ont joué un rôle essentiel. C'est toujours un de ces éléments qui a fait prendre une réelle conscience politique aux militants d'aujourd'hui. C'est aussi par là que les étudiants ont pris conscience du caractère répressif de l'enseignement. Quand on leur a re-

fusé des salles pour débattre de la guerre au Vietnam ou du passé de Lübke, ils ont commencé à réfléchir sur le rôle de l'Université dans la société capitaliste.

Mais pour le S.D.S., il y avait un danger, d'autant plus grand qu'il était au départ très isolé. C'était de ne pas arriver à s'exprimer hors des universités. D'où la nécessité d'organiser des contacts avec les autres couches sociales.

Des contacts solides existent aujourd'hui entre lycéens et étudiants ; les apprentis des écoles professionnelles entrent aussi à leur tour dans le mouvement, bien qu'ils fassent l'objet de fortes pressions de la part de leurs futurs employeurs. Mais les contacts avec les ouvriers ont toujours été difficiles. La situation au départ pouvait pourtant ne pas paraître catastrophique, car le D.G.B. a toujours fait appel à des étudiants du S.D.S. pour la formation syndicale de ses membres. Et pourtant les résultats ont été minimes. Cela tient à deux choses. Les groupes S.D.S. qui ont vraiment fait de la formation syndicale au sein du D.G.B. sont ceux qui appartiennent aujourd'hui au S.D.S.-Spartakus, proche du nouveau P.C. ouest-allemand, le D.K.P. Deuxièmement, le D.G.B. a éliminé les étudiants qui entendaient créer une conscience de classe révolutionnaire chez les ouvriers, ou bien encore il les a intégrés et les a façonnés à son image. Au sein du S.D.S. anti-autoritaire, on se dispute aujourd'hui pour savoir s'il faut organiser des sections dans les entreprises ou dans les quartiers. Des « groupes de base » existent déjà qui fonctionnent tant bien que mal ; mais le problème de l'organisation n'est toujours pas réglé.

Peut-être convient-il de préciser ce qu'il faut entendre par S.D.S.-Spartakus. Il y a en ce moment en R.F.A., « de facto », deux S.D.S. Depuis toujours, il y avait des groupes S.D.S. anti-autoritaires et des groupes S.D.S. traditionalistes, comme à Bonn, Marbourg et Cologne.

Lors de son congrès de septembre 1968 à Francfort, le S.D.S. a exclu 5 traditionalistes, mais n'a pas voulu exclure toute la fraction. Cela n'a pas empêché la scission qui, au lieu de se faire au niveau fédéral, s'est faite au niveau des groupes. Actuellement de nouveaux S.D.S.-Spartakus se créent dans le sillage du D.K.P. qui parfois, pour éviter des complications juridiques, s'appellent aussi seulement « Spartakus », comme c'est le cas à Bochum.

**Q. — J'aimerais, Pierre Lenain, que vous évoquiez pour les lecteurs de « Tribune socialiste » quelques abus auxquels se heurtent les étudiants allemands et à quelles réformes universitaires ils aspirent du premier chef lorsqu'ils adhèrent au S.D.S.**

**R. —** Un exemple parmi d'autres montrera quelle atmosphère peut ré-

gner dans les universités allemandes.

Le professeur Schott, qui dirige, à l'université de Marbourg, un séminaire de géographie économique, vient de refuser à un étudiant de participer à son séminaire, parce que son apparence barbu lui répugnait. Schott s'est expliqué en ces termes : « Qui porte une barbe s'identifie consciemment à ces gens-là qui cassent tout et chient dans le rectorat. Je ne veux pas avoir de pareils énergumènes dans mon institut. Des étudiants d'aspect aussi anormal n'ont d'ailleurs rien à faire à l'Université. »

Il est bon de signaler ici que les étudiants allemands — comme du reste les candidats au bac — sont tenus de se présenter à leurs examens en costume ou en robe noire. C'est en quelque sorte l'uniforme qui doit être garant de la valeur morale du sujet.

C'est dans cet esprit qu'ont été jadis rédigés les règlements intérieurs des universités ouest-allemandes. Ces règlements font à l'étudiant un devoir de « se tenir décentement », car il doit montrer qu'il a conscience des responsabilités qui lui échoient dans la recherche de la connaissance.

Des étudiants ont ainsi été punis pour « adultère, prostitution, détournement de mineures, délits contre le code de la route, atteintes à la propriété, etc. ». Très souvent même il est arrivé qu'un étudiant, condamné par un tribunal habituel, se voie condamner une deuxième fois par le conseil de discipline de son université. En d'autres termes : de par son inscription à la Faculté, l'étudiant devient un citoyen de deuxième catégorie qui doit se conformer aux ordres des professeurs et aux valeurs traditionnelles d'ordre et de propreté qui ont trouvé leur codification dans ces règlements intérieurs.

Ces règlements sont jugés désormais vieillissés et il est bien question de les remplacer. Une nouvelle réglementation veut astreindre « tous les membres de l'Université à veiller à ce que l'Université puisse remplir ses tâches dans l'ordre. Ils ont en particulier le devoir de respecter l'ordre de l'Université et de ses manifestations. » Pour qui enfreindrait cette règle un registre de 6 punitions différentes a été prévu selon la gravité des cas. Il va de l'avertissement oral à l'exclusion pour 3 ans de l'Université ou de toutes les universités du Land. Cette nouvelle réglementation permettrait donc d'éliminer, par l'intimidation ou effectivement, tout élément dit subversif. Deux exemples préfigurent l'emploi que l'on pense faire de ce règlement. L'étudiant en droit, Gerhard Nolle, a été exclu de l'université de Marbourg pour avoir interrompu un professeur pendant son cours et réclamé une discussion sur le contenu de son enseignement. A Berlin, deux étudiants, membres du comité exécutif du parlement étudiant (A.S.T.A.), ont été exclus pour deux ans de l'Université libre sous le prétexte qu'ils

avaient troublé des cours et appelé à la violence lors de manifestations de solidarité pour les étudiants de l'Académie du Film et de la T.V. de Berlin.

Il est difficile de répondre à la deuxième partie de votre question. Car chacun a des motivations subjectives différentes. Le S.D.S., ignoré pendant des années malgré un travail important, n'a percé et ne s'est révélé être l'avant-garde du mouvement étudiant en R.F.A. qu'au lendemain du 2 juin 1967, date à laquelle Benno Ohnesorg a été assassiné par la police. C'est alors qu'une masse d'adhésions a afflué. Le S.D.S. était en partie assez mal préparé à prendre en charge des étudiants qui parfois venaient à lui, pour y recevoir une formation socialiste, mais très souvent aussi n'avaient d'autres motifs qu'émotionnels ou humanitaires. Une deuxième vague d'adhésions s'est produite lors de la campagne contre les lois d'urgence. Le même phénomène s'est alors plutôt aggravé. Dans la période de reflux que nous connaissons aujourd'hui, il est difficile d'organiser des groupes cohérents, car les conceptions politiques de jeunes militants, parfois gagnés au cours d'une seule action, sont très flottantes et très diverses.

**Q. — Etes-vous soutenus dans votre action par d'autres formations estudiantines, S.H.B. (1), Jeunesses Socialistes (tendance S.P.D.), etc. ?**

**R. —** Oui, mais il faut ici tenir compte de deux choses :

1) Ce qui vaut pour une université ne vaut pas obligatoirement pour une autre ; ceci est dû à la forte décentralisation de la R.F.A., mais aussi à la décentralisation qui a toujours caractérisé l'organisation du S.D.S. Ainsi à Bonn, S.H.B. et S.D.S. ne faisaient plus qu'un seul et même groupe et il y a encore quelques mois, tandis que dans d'autres villes, le S.D.S. tenait à se distinguer idéologiquement du S.H.B. qu'il jugeait trop peu radical.

2) Ce qui était vrai avant le vote des lois d'urgence ne l'est plus toujours maintenant. Au lendemain du 2 juin 1967 et surtout après les événements de Pâques 1968, l'Union libérale des étudiants allemands, le L.S.D. (2), proche de la F.D.P., s'était fortement rapprochée du S.D.S.

Il fut un temps où à Cologne et à Bonn, L.S.D., S.H.B. et S.D.S. signaient ensemble tracts et affiches. Le L.S.D. était même prêt à se dissoudre pour s'intégrer au S.D.S. Mais c'était il y a plusieurs mois. Aujourd'hui, face à l'incapacité du S.D.S. d'élaborer une stratégie au niveau fédéral, le L.S.D. a repris ses distances. L'attitude des « Jeunes socialistes » et des « Faucons » (S.P.D.) varie également d'une ville à l'autre. A Cologne les « Faucons » ont été membres de la Conférence de Bruxelles au même titre que le S.D.S. ou les E.S.U. (3).

**Q. — Considérez-vous que l'action extraparlamentaire est la seule payante ? Pourquoi ne pas agir à la fois de l'intérieur dans l'arène parlementaire, lieu de prédilection du conformisme bourgeois et de l'extérieur, donc en demeurant présent dans l'extraparlementarisme ?**

**R. —** Nous avons vu que le S.D.S., exclu de la S.P.D., s'est trouvé pour ainsi dire contraint de suivre la voie extraparlamentaire. Je ne crois pas

qu'on décide comme ça, un jour, de passer à l'opposition extraparlamentaire ; on y est forcé dans le cadre d'une certaine situation historique.

Si en mai 1965, le S.D.S. a appelé à manifester, c'est que de toute évidence ni le D.G.B., ni la S.P.D. n'étaient désormais à même d'organiser dans le cadre du système parlementaire une opposition efficace contre les projets de lois d'urgence élaborés par le gouvernement fédéral. Dans les universités, les étudiants ont fait des expériences semblables. Ainsi l'Union des étudiants allemands, le V.D.S. — qui n'est pas une sorte d'U.N.E.F. allemande, car tout étudiant en devient membre de droit par le fait qu'il s'inscrit dans une faculté —, a très longtemps estimé possible d'obtenir satisfaction sur certaines revendications en entretenant des contacts amicaux avec un ou deux députés « progressistes ». Elle croyait vraiment arriver à mettre ainsi la question étudiante à l'ordre du jour du Parlement. Le tout n'a abouti à rien d'autre qu'à aller prendre de temps à autre le café chez l'un ou l'autre de ces députés. C'est un phénomène parallèle à ce que nous avons vu en France : la revendication purement syndicale, selon les règles du jeu imposées par le système, n'avait qu'une fonction d'alibi. Un jour on s'est décidé à ne plus aller prendre le café chez les notables, mais à descendre dans la rue.

Aujourd'hui, le problème se pose un peu autrement. Il faut toujours revenir à cette situation fondamentale qui est la nôtre en ce moment : situation de reflux qui favorise le sectarisme, les scissions, l'éclatement du mouvement.

Bien des étudiants, qui avant le vote des lois d'urgence en mai 1968, rejetaient dans l'euphorie de la levée de masse toute participation aux élections législatives, sont au contraire aujourd'hui prêts à faire campagne pour l'A.D.F., l'Action pour le progrès démocratique, qui regroupe toutes les tendances non anti-autoritaires à gauche de la S.P.D. c'est-à-dire le D.K.P., la D.F.U. (4), le centre socialiste d'Abendroth, etc.

On ne peut pas rejeter une fois pour toutes la participation à une campagne électorale. C'est une question que tout mouvement socialiste doit se réserver de revoir en fonction de sa situation historique. Il ne s'agit pas alors de poursuivre des buts électoralistes, mais de faire de l'agitation.

**Q. — Voyez-vous la société de consommation ouest-allemande comme une projection européenne du système social américain ?**

**R. —** On parle de société de consommation en R.F.A., et c'est correct, mais je crois qu'il ne faut pas oublier, quand on veut la comparer à ce qui existe aux États-Unis, que ceux-ci sont dans le développement de la technique toujours très en avance sur la R.F.A.

On pourrait dire que le capitalisme ouest-allemand est un épigone de l'américain. A cet égard, il connaît des perfectionnements qu'ignore l'américain. Le conformisme social ne peut pas être aussi grand aux U.S.A. qu'en R.F.A., car on y trouve un fort mouvement contre la guerre au Vietnam et surtout il y a le mouvement noir. En R.F.A., il n'y a pas de ces problèmes qui peuvent faire tout sauter. On a affaire à un conformisme qui donne un avant-goût de ce que peut être la « société intégrée » dont rêvait Erhard. Schiller avec son « action concertée » n'a fait que reprendre le flambeau.

**Q. — Comme toutes les formations à tendance libertaire et s'attachant à**

**l'émancipation populaire, le S.D.S. rencontre très probablement des difficultés de divers ordres. Par grandeur décroissante d'importance, pouvez-vous m'en énumérer quelques-unes ?**

**R. —** Certaines difficultés sont apparues au fil des précédentes réponses. La difficulté majeure et inhérente au mouvement anti-autoritaire, c'est la question de l'organisation, qu'on ne peut pas séparer de celle de la stratégie.

Lors du dernier congrès du S.D.S. à Francfort, deux tendances se sont opposées sur ce point. Heidelberg voulait « liquider la phase anti-autoritaire » pour revenir à un schéma d'organisation léniniste ; Francfort voulait poursuivre la recherche d'une voie purement anti-autoritaire. Ce faisant deux dangers n'ont pas été évités : soit le retour à des structures qui ne sont guère éloignées de celles des P.C. traditionnels, soit l'activisme sans stratégie à long terme. La solution ici est dialectique. Il faut liquider la phase anti-autoritaire tout en la conservant. Il faut trouver un schéma d'organisation qui, à la fois, tienne compte des expériences faites ces dernières années dans le camp anti-autoritaire et permette d'éviter les écueils d'une bureaucratie centralisée.

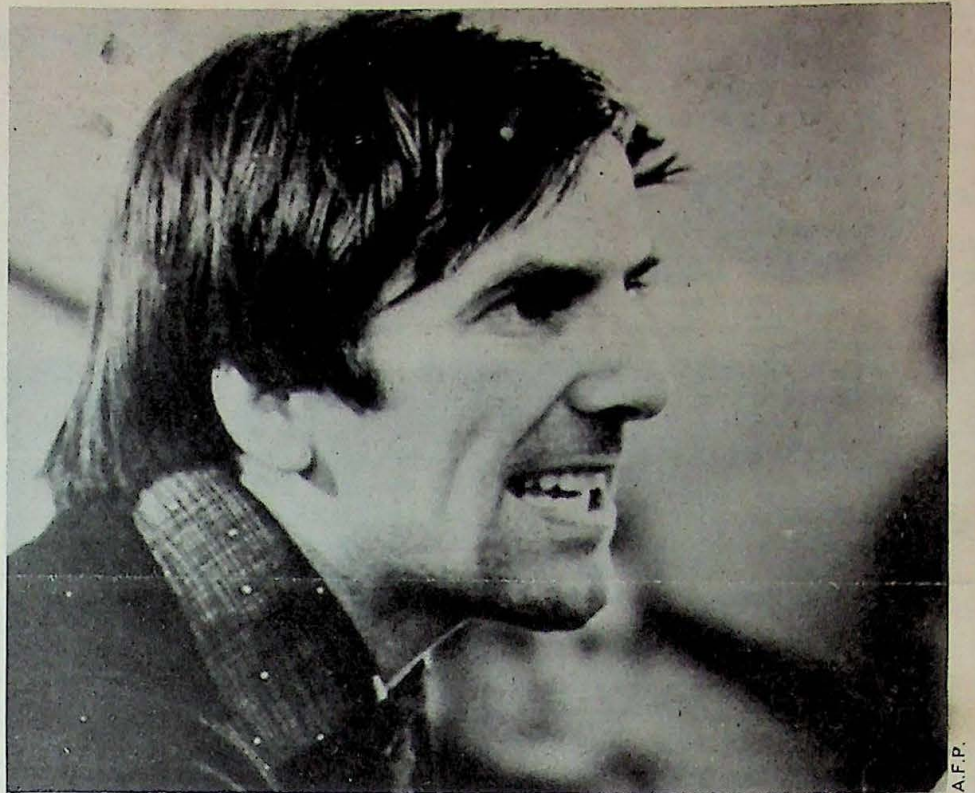
Si le S.D.S. n'arrive pas à résoudre ce problème, il risque d'effrayer les ouvriers par son sectarisme de théoricien et de s'enfermer dans les seuls problèmes universitaires. Ce qui reviendrait à abdiquer toute politique socialiste. Le problème du S.D.S. est, en d'autres mots, celui du passage d'un mouvement étudiant à un parti d'avant-garde.

**Q. — De l'avis général il y a une formule à découvrir pour réaliser le socialisme dans les pays industrialisés, pays dans lesquels les masses populaires jouissent tant bien que mal des faux-semblants consolateurs de la consommation. Cette nouvelle formule ne peut négliger l'importance des problèmes économiques. Qu'en pense le membre du S.D.S. que vous êtes ?**

**R. —** C'était le point de départ de la pensée de Dutschke, avec Marcuse. Comment arriver à faire la révolution sans faire perdre aux ouvriers les biens matériels de consommation qui sont devenus quasi des besoins ? De la réponse à cette question peut dépendre le succès d'une initiative révolutionnaire. Il y a encore plus important. Que peut faire le Conseil des banques à Bâle pour bloquer tout développement révolutionnaire en Europe ? Qu'est-ce que les Américains peuvent entreprendre ? Laisseront-ils le socialisme s'instaurer en Europe, sans intervenir selon un nouveau plan Prométhée ? Je tends de plus en plus à penser qu'une révolution socialiste dans nos pays ne peut avoir de succès que si elle est aussitôt appuyée par les autres mouvements révolutionnaires européens et si au même moment les U.S.A. sont empêchés d'intervenir suite d'une trop grande dispersion de leurs forces.

La prise de conscience révolutionnaire passe donc par la prise de conscience de l'exploitation du tiers monde au profit des pays industrialisés. Les rapports d'exploitation sont avant tout économiques. Il ne peut y avoir de conscience révolutionnaire sans analyse des faits économiques.

**Q. — Le 26 septembre 1968, le gouvernement fédéral a autorisé l'existence d'un nouveau P.C. allemand, le**



**D.K.P. Que faut-il en penser ? Ce nouveau parti est-il susceptible d'influencer la vie politique intérieure ouest-allemande ? Quels sont ses rapports avec l'ancien P.C. interdit en 1956, le K.P.D. ?**

**R. —** Le D.K.P. a, par la force des choses, des contacts avec le K.P.D. clandestin, puisqu'il est issu de négociations secrètes entre Max Reimann, président du K.P.D., et le ministre fédéral de la Justice. Mais on ne peut rien dire de plus, car au nom de l'interdiction de 1956, le D.K.P. peut toujours être interdit comme « organisation de remplacement » du K.P.D.

Le D.K.P. est à prendre au sérieux, surtout à gauche, dans la mesure où sa création a affaibli l'A.P.O. Sa politique réformiste constitue un danger pour le développement ultérieur d'un véritable parti révolutionnaire. Surtout il peut contribuer à monter les ouvriers contre les étudiants, taxés d'aventuriers, tout comme cela s'est fait en France de la part du P.C. et de la C.G.T.

Du côté de l'« establishment », on ne le redoute guère et pour de bonnes raisons : le D.K.P., ayant pris la voie parlementaire pour arriver au socialisme, n'obtiendra jamais de succès électoraux susceptibles de gêner C.D.U. ou S.P.D. Il a plutôt pour ces partis une fonction d'alibi : son existence démontre leur prétendue libéralité. Un représentant de l'Institut industriel de Cologne, au service des organisations patronales ouest-allemandes, se contentait au terme du Congrès du D.K.P. à Essen, les 12 et 13 avril derniers, de dire : « Le D.K.P. réussira bien à créer un peu de désordre dans quelques entreprises, ce sera tout. » Le D.K.P. l'avait tout à fait rassuré.

**Q. — Comment ont réagi les étudiants ouest-allemands au résultat du référendum-plébiscite du 17 avril 1969 organisé par de Gaulle ?**

**R. —** La masse des étudiants, comme à vrai dire de tous les Allemands, s'est réjouie de voir de Gaulle battu. Mais c'était en dehors de toute réflexion politique. A gauche, on ne pouvait être que satisfait de voir une majorité de « non » forcer de Gaulle à quitter le pouvoir. Mais une analyse des possibilités de la gauche face à ce résultat leur a vite montré que, somme toute, il n'y avait guère de quoi jubiler !

**Q. — Comment jugent-ils le comportement de la gauche française ?**

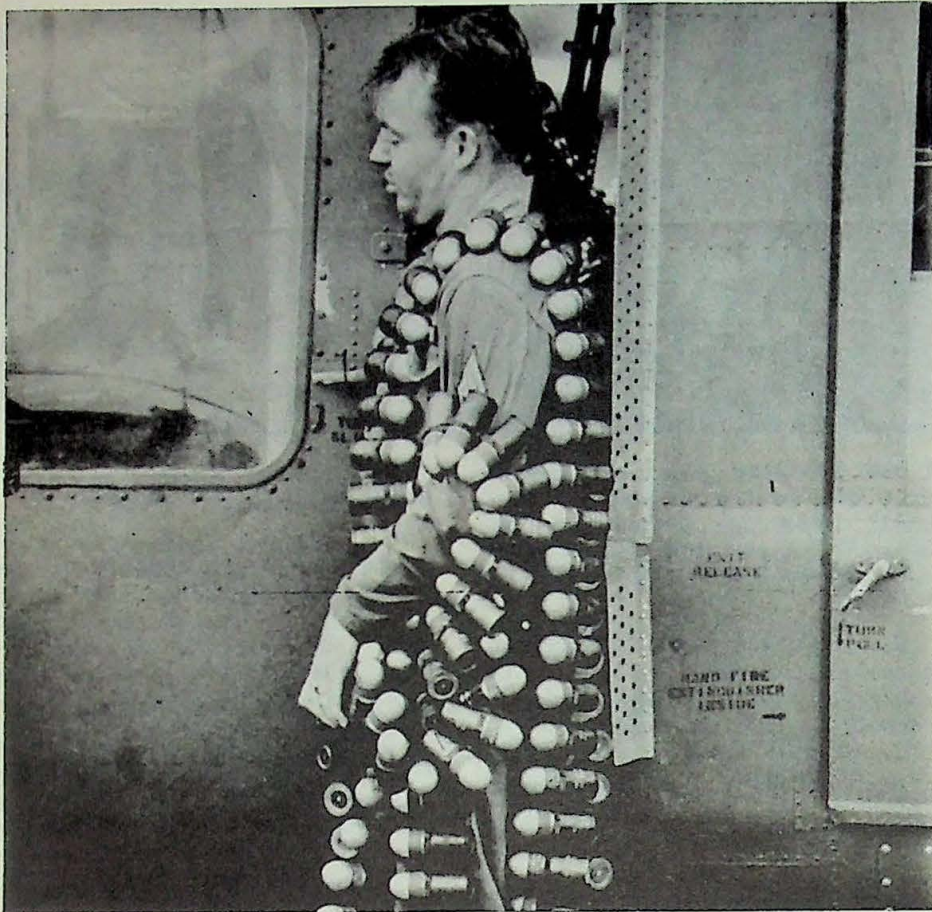
**R. —** Beaucoup, à gauche, semblent se faire encore des illusions, et une certaine méconnaissance des réalités françaises fait qu'on se demande encore si l'unité de la gauche ne se fera pas malgré tout entre le premier et le deuxième tour. Certains pensent que l'élection de Pompidou ou même celle de Poher favorisera l'éclatement d'une nouvelle crise qui devrait suivre de peu leur élection. C'est à mon avis méconnaître en partie les facultés d'adaptation — même provisoires — de la bourgeoisie et croire qu'après mai, mai est encore possible. Or la gestion d'un gouvernement Pompidou ou Poher provoquera sans aucun doute des crises sérieuses, mais qui n'aboutiront pas obligatoirement à une levée générale ; le P.C.F. pourrait s'en porter garant. Je crois qu'il faut être plus modeste et, dans la perspective de mai, travailler à la base en répondant aux questions que nous avons abordées tout à l'heure. Sans une plateforme révolutionnaire minimale sur laquelle ouvriers, étudiants, etc., puissent s'accorder, il n'y aura pas d'alternative révolutionnaire sérieuse.

**Q. — Puis-je avoir une idée du jugement et de celui de vos camarades du S.D.S. sur l'action entreprise dans le sens de la conquête du pouvoir ouvrier par le P.S.U. en France ? Vos camarades allemands souhaiteraient-ils entretenir des relations plus étroites avec les jeunes Français du P.S.U. ?**

**R. —** Il est vrai que la position prise en mai par le P.S.U. lui a apporté de la part des étudiants allemands de gauche une sympathie certaine. Des contacts ont existé déjà au niveau de la Conférence de Bruxelles. Qu'il faille développer davantage les contacts au niveau européen, c'est une nécessité d'autant plus grande que la bourgeoisie européenne, elle, n'a pas attendu pour s'organiser à ce niveau. Mai 68 a donné le coup d'envoi de ces échanges. Sans solidarité dans le cadre européen, nous risquons de toujours partir battus.

(Propos recueillis par Louis Henry.)

- 1 SHB Etudiants sociaux-démocrates ;
- 2 LSD Etudiants libéraux ;
- 3 ESU Etudiants socialistes-Unifiés ;
- 4 DFU Union pour la Paix.



D.R.

## Un Américain accuse

Jean-Paul Fargier

Entreprise de dénonciation plus que de constat, d'analyse plus que d'indignation, « L'Année du cochon » ressemble peu à ces films (surtout de Télé, mais on peut penser aussi à certains reportages de Joris Ivens) qui se servent de femmes défigurées et d'enfants en pleurs pour exciter notre sympathie ou notre colère et qui ne vont jamais plus loin que la simple constatation navrée (et « aveugle ») de ces atrocités et de ces souffrances sans que jamais soit élucidée l'origine politique, économique, idéologique de la guerre qui les cause.

Son auteur, Emile de Antonio, appartient à cette « gauche américaine » qui, à partir d'une « résistance » à la guerre du Vietnam, en est venue à faire le procès de tout le système politique et économique des U.S.A. C'est dire qu'il fait commencer son propos là où bien souvent la plupart des autres arrête le leur : il ne se contente pas d'accumuler des documents plus ou moins sensationnels ou inédits, il les fait valoir, il les monte en fonction du réquisitoire qu'il dresse. Il accuse. L'intérêt de

ce film (ce qui ne veut pas dire, on le verra, qu'il n'ait ni limite ni lacune) tient donc à ses qualités intellectuelles, à sa forme très didactique, à son utilisation du montage dialectique et de l'écran-tableau-noir.

Replacer la guerre actuelle des U.S.A. dans son contexte historique est un moyen de dénoncer ce mensonge devenu mythe de l'appel au secours d'une nation amie. L'intervention américaine apparaît alors dans sa vraie nature : la continuation d'un colonialisme affaibli (le Français battu à Dien Bien Phu) par un impérialisme plus fort, bien décidé à résister au communisme serait-ce au prix de l'écrasement d'un peuple qu'on dit « allié ».

Ainsi de Antonio s'attache à dénoncer les mensonges des hauts fonctionnaires responsables de l'intervention et à démontrer les erreurs (ou plutôt les aberrations) des successives administrations Eisenhower, Kennedy, Johnson. A leurs déclarations sur les bombardements d'objectifs non-militaires, les camps de concentration, la torture, l'incident du Golfe du Tonkin, les élections

(bidon), il oppose la contradiction de témoignages verbaux ou visuels.

Cela dit, il faut ici constater une des limites du film venant du fait qu'il semble plus fait pour convaincre des spectateurs américains que tout autre spectateur étranger. Si, en effet, le rôle passé et présent des personnages qui contredisent est connu des citoyens américains il n'en est pas de même pour les Français. D'où l'impression d'un manque d'information (préalable) pour apprécier la portée des argumentations. On a souvent le sentiment d'assister à un règlement de compte entre Américains.

Enfin il faut reprocher à ce réquisitoire un défaut assez grave et qu'on pourrait définir comme un manque de radicalisation des arguments. Le film fait flèche de trop de bois. L'attaque psychologique par exemple : laisser entendre que Johnson est un paranoïaque, Diem un amorphe et Nhu un psychopathe, n'est pas plus éclairant que d'expliquer le nazisme par la folie d'Hitler. C'est accorder trop d'importance aux facteurs humains et pas

assez aux mécanismes économiques, politiques, idéologiques. Il y a comme une réduction de l'instrumentation conceptuelle marxiste d'analyse à un niveau psycho-moral-sociologique. Voilà pourquoi la conclusion du film (l'échec des U.S.A. au Vietnam porte enfin un « sacré coup » à l'orgueil du Super Grand) est erronée, car il ne s'agit pas de sentiments. Il ne s'agit pas d'humilier un pays arrogant ; il s'agit d'affaiblir un système idéologique et économique fondé sur

l'impérialisme. Le film invite plus à une « conversion », à une « révision déchirante » qu'à la nécessité de la Révolution aux U.S.A. Cela, de Antonio le sait et le dit quand on parle avec lui, mais il est dommage que son film ne le dise pas plus clairement.

Mais sans doute faut-il expliquer cela par un souci pédagogique et tactique de persuasion de ses concitoyens américains. Et ici nous ne sommes pas juge de son degré d'efficacité interne. □

## Si l'Angleterre m'était contée

Ann Wise

L'anglomanie est de bon ton ; mœurs, vêtements et langage britanniques s'imposent chaque année un peu plus, de même que se construisent des pubs en carton-pâte. Dans ce pâle fatras, l'Angleterre exporte de temps en temps un regard authentique. « Blow up » nous avait fait pénétrer dans l'univers insolite des mannequins, des photographes, de la drogue et de la nonchalance blasée. « Accident » et « Cérémonie secrète » jetaient un regard clos sur un mode de pensée qui nous est totalement étranger.

Dans « If... » l'Angleterre s'ausculte, s'analyse, se torture à travers la plus spécifique de ses institutions : la Public School, qui n'a de public que le nom. Pendant cinq cents ans — Eton fut fondé en 1440 — dans les mêmes murs, en habit queue de pie, cravate identique, se distinguant seulement dans l'ordre hiérarchique par le gilet et le fouet (« whips »), et la distribution des corvées, les mêmes jeunes gens, imbus de leur supériorité, ont acquis l'éducation qui devait les conduire à ce qu'il est convenu d'appeler les « plus hautes carrières ». Le film nous les montre, pendant un an, de la rentrée à la distribution des prix.

Regard documentaire et froid qui ne laisse passer aucune imprécision dans l'analyse du rituel communautaire : raclée de coups de fouet après laquelle on doit serrer la main du « head » et le remercier ; règlement inébranlable, aussi exact que le mécanisme d'une horloge ; soumission des petits aux lois d'une hiérarchie savante, tout y passe sans indulgence, et ce qui paraît au spectateur français une exagération n'est souvent que la plus stricte vérité. Regard autobiographique habilement aigre-doux sur les sentiments naissants, les idylles troubles, les défoulements inévitables.

Rien ne nous est épargné, ni l'homosexualité latente ni la mesquinerie des chefs qui introduit un rapport de maître à esclave, pas plus que les haines contenues, d'autant plus violentes qu'elles sont refoulées et qu'elles n'ont pas les moyens de s'exprimer.

Trois garçons, si peu différents des autres, incarnent jusqu'au bout cette haine féroce. Bien que sa révolte ne soit pas politique (malgré le portrait de Lénine dans sa chambre), Travis sera châtié en raison de son « attitude » ; avec ses deux complices, liés à lui par le pacte du sang, ils bouleverseront l'ordre établi et parachèveront le drame intérieur à l'Ecole en cataclysme. Le film verse alors brutalement dans l'irréalisme le plus total et il est regrettable que Lindsay Anderson, voulant en montrer trop, tombe dans un paroxysme caricatural. L'étalage des parades militaires est sans fondement. Voulant mettre en évidence le lien naturel entre trois formes de répressivité, Education-Religion-Armée, Anderson ne fait qu'exhiber un symbolisme facile qui choque par rapport au discret et subtil équilibre du réalisme et du symbolisme au début du film. De plus, il aurait fallu montrer comment un système social peut engendrer des structures d'éducation totalement artificielles qui, à leur tour, se répercutent sur la société en produisant des grands commis. □

Cette circularité fermée reste sous-jacente dans la problématique de L. Anderson. La révolte n'est qu'un déchaînement (au sens strict) individualiste. Mais il demeure que de telles œuvres de démythification sont nécessaires. Leurs limites elles-mêmes témoignent de cette extrême conscience méticuleuse dans la description et de ce narcissisme qui conduit à peindre son propre visage dans le miroir des eaux. Monde clos dans un monde clos. □



IVRES

## Vie culturelle

# Quand les flics nous mettent au parfum

Michèle Descolonges

Dans son livre « Les policiers parlent », avec une très courte préface, Michèle Mancaux présente les interviews prises au magnétophone de « flics » : C.R.S., officiers des R.G. (renseignements généraux). Six en tout.

Qu'ils se livrent modérément ou beaucoup, ces flics ont, après tout, un visage sympathique. Ce sont des êtres humains qui condamnent les viols, ont des opinions politiques pas plus fascistes que celles de l'homme de la rue, ont des tendances anarchistes, sont contre les polices parallèles, pour l'ordre mais comprennent les revendications des ouvriers quant à leurs revenus et même quant à leur volonté de contrôle sur la marche des entreprises. Un officier des Renseignements Généraux rappelle que, chez eux aussi, ça a bougé au mois de mai 68.

C'est justement là que réside tout le danger. Car ces

interviews présentées sans analyse de ce que représente la police dans notre société amènent naturellement à conclure que le flic c'est l'homme de la rue, et qu'il faut bien une police pour châtier ce que chacun de nous a de trop violent ou d'asocial.

Aborder un phénomène social sous le seul angle psychologique cache les rapports de classes. Peut-être les flics pris individuellement sont-ils des Monsieur-tout-le-monde. Mais là n'est pas le problème.

On n'insistera jamais assez sur la fonction répressive de la police — corps social secrété par notre société. Elle intervient comme gardien des biens matériels du capitalisme : magasins, usines en cas de grèves. Elle joue également un puissant rôle idéologique, en ce qu'elle incarne la force et l'ordre, indispensables au capitalisme pour maintenir sa domination sur les masses.

Que nous soyons nos propres censeurs, qu'il y ait une part de flic en chaque individu, peut-être. Ce serait trop simple que les uns aient une structure psychique qui les amène à être flics et les autres non. Il y a, bien sûr, des fanatiques, des fascistes, mais la situation économique de certains individus, le manque de débouchés professionnels de régions françaises sous-développées expliquent où est recruté le corps policier. Quant à la structure psychique des individus, rappelons qu'elle est surtout le produit d'une organisation sociale.

Le fait fondamental, c'est que le capitalisme a besoin de la police.

Alors, que les policiers parlent tant qu'ils veulent. Leurs sentiments ne changeront rien au rôle qui est le leur. Le malheur serait que nous puissions le croire. □

## Le procès

Joël Gemo

Vient de paraître et vient d'être interdit à la Guadeloupe et dans les départements d'outre-mer un livre intitulé « le Procès des Guadeloupéens ». Et pourtant, il n'est guère de livre moins partisan dans sa forme, plus objectif dans son contenu. En effet, ce livre n'est, en tout et pour tout, composé que d'extraits sans commentaire du procès de dix-huit Guadeloupéens qui s'est déroulé pendant douze jours en février 1968. Il est vrai que dans cette affaire tout commentaire était superflu et que les faites parlaient d'eux-mêmes. On se rappelle — ou plutôt, et même au sein du P.S.U., on ne se rappelle pas suffisamment — les événements qui, en mars et en mai 1967, bouleversèrent la Guadeloupe.

En mars, des émeutes qui allaient durer 3 jours (les 20, 21, 22) éclatèrent spontanément dans la Basse-Terre à la suite d'un incident racial : un notable européen fort prisé pour ses sympathies à l'égard de l'U.N.R. ayant en effet inauguré une chasse à courre d'un type un peu spécial en lançant ses chiens à l'attaque d'un « gi-

bier » nouveau, en l'occurrence un vieil homme, noir bien sûr, et sans défense évidemment. Il n'y eut point de « gibet » dressé pour ce crime; au contraire, les portes des prisons s'ouvrirent pour les émeutiers, coupables de s'être « émus » en période électorale.

Le 26 mai 1967, la répression fut encore plus violente puisque ordre fut donné de tirer sur des ouvriers du bâtiment en grève (quelle forfaiture !) qui manifestaient. Le lendemain, les lycéens de Pointe-à-Pitre étaient dans la rue pour manifester leur solidarité avec les ouvriers. Cette solidarité sembla vraisemblablement trop honteuse et d'un autre côté l'occasion était trop belle. Feu ! Sept morts reconnus, sept meurtres avoués. Quarante-cinq ouvriers et étudiants en fait furent enterrés. Répression sauvage datant d'un autre âge. Un néo-colonialisme de fait laisse tomber le masque pour retrouver le fusil. On tue de la racaille, on tue du nègre. Et n'oubliez pas cela, camarades du P.S.U., ce néo-colonialisme, il est devant

nos portes, il nous concerne directement, il est français.

Les techniques de répression utilisées après le 26 mai sont elles aussi bien françaises, bien caractéristiques de certaines méthodes gaullistes. Arrestations, campagne de délation, mesures de représailles à tous les niveaux, tout est employé pour étouffer l'affaire. Mais, surtout, il est nécessaire de trouver un responsable. Et vite. On trouve évidemment le G.O.N.G. (Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe) dont tout le monde sait que l'objectif est de faire accéder par la lutte révolutionnaire la Guadeloupe à la pleine souveraineté nationale. Evidemment, car pour le pouvoir gaulliste, c'est l'occasion de faire d'une pierre deux coups.

Démanteler une organisation dangereuse pour les intérêts colonialistes; expliquer par la subversion les événements de mai à la Guadeloupe. On connaît cela.

Alors, le G.O.N.G. paye. Arrestations en masse. Jugements expéditifs. Peines de prison lourdes. On ne s'arrête pas là. Vingt-cinq Guadeloupéens

dont la participation aux manifestations n'est pas reconnue sont arrêtés et inculpés d'atteinte à l'intégrité du territoire. Intégrité du territoire ! Il y a vraiment des formules dont les doubles sens ont une portée révolutionnaire. Rire amer. Tout comme certain sucre, M. Debré ne nous contredira point !

Sur ces vingt-cinq personnes, membres du G.O.N.G., incarcérées à la Santé et incarcérées parce que membres du G.O.N.G. (elles résidaient en majorité en France) sept bénéficièrent d'un non-lieu, les autres comparurent le 19 février 1968 devant la Cour de Sûreté de l'Etat.

C'est ce procès qui constitue la teneur de ce livre. C'est ce procès qui, servant de tribune, permet de faire, devant l'opinion, le procès du néo-colonialisme dans les départements d'outre-mer. Notre camarade Leclerc était l'un des avocats de la défense.

Maintenant, c'est à nous, camarades, que revient la charge de continuer cette défense, et même d'aider à l'attaque.

Dans quelques jours, cela fera deux ans... Cela fera aussi un an. Le mois de mai est un mois néfaste pour les gaullistes. C'est notre mois, c'est aussi le mois du G.O.N.G. Leur livre a été interdit. Lisons-le.

## A écouter

• Jean Chrétien BACH - Sinfonias -

On ne peut vraiment pas comprendre l'évolution de la musique européenne — de J.-S. Bach au romantisme, en passant par Mozart — sans connaître l'apport des fils de Bach. Ce ne sont pas seulement des élèves doués, mettant au goût du jour le style que leur père avait génialement porté à son apogée, il s'agit de créateurs authentiques qui ont contribué, parfois en dépit de l'héritage paternel, à la naissance d'une nouvelle musique. Jean Chrétien, le cadet, avait quinze ans à la mort de son père. Il partit rapidement terminer ses études en Italie. C'est dire que se dégageant facilement de l'influence d'un père qu'il connut peu, il put se consacrer librement à une œuvre, à bien des égards prophétique. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter la Sinfonia en sol mineur. Elle annonce Mozart et fait pressentir par son impétuosité les grands orages romantiques.

A la tête du New Philharmonia Orchestra, Raymond Leppard lui communique une chaleur et un lyrisme vigoureux. (Philips 1 x 30 cm).

• Carl Philip Emmanuel BACH - 8 Sinfonias -

Si Jean Chrétien était admiré par Mozart, Philip Emmanuel, son aîné de vingt et un ans, était considéré par Haydn comme le père de la musique classique. Son importance dans le passage du baroque au classicisme, voire au romantisme, est en effet considérable. Jetant, avec ses frères, les bases de la symphonie classique, il a rapproché le style rigoureux de son père de la sensibilité mélodique italienne.

Les 8 symphonies passent pour ses œuvres les plus importantes, notamment les 4 dernières (Wq 183) qu'il composa à plus de soixante ans. C'est une musique nerveuse et contrastée, d'une instabilité de forme et de tonalité caractéristique des époques de transition. Musique inquiétante où les contradictions abon-

dent, mais se résolvent grâce à la puissante vitalité du musicien : Beethoven est déjà là. (Philips 2 x 30 cm - vendus séparément).

• MOZART - Sérénade nocturne n° 6 et Divertimenti 136-137-138 -

Voilà donc ce Mozart adolescent, plein de suc et de sève ; Il donne à des œuvres de circonstances, destinées à agrémenter de menues festivités aristocratiques, une grâce et une saveur sans pareilles. Musique futile, musique mineure, a-t-on dit ; musique pétillante d'allégresse plutôt, qui me rappelle un mot de Léopold Mozart à son fils : « Les petites choses sont grandes quand elles sont écrites avec naturel. » Ce Mozart de seize ans a écrit ces Divertimenti comme l'idée lui en venait, coulant d'elle-même, sans souci de sa jeune et déjà grande science musicale. Musique jeune, sans frivolité, heureuse et sûre d'elle-même, dont Herbert von Karajan, jamais mieux en forme, fait un des meilleurs disques mozartiens de ces dernières années ! D.G.G. - Deutsche Gramophon 1 x 30 cm).

• SCHUBERT - Octuor -

« Dans cet univers... les sons, les couleurs et les parfums se répondent... Des êtres deviennent pure musique. » Ces paroles d'Albert Béguin s'appliquent parfaitement à l'œuvre et à la personne de Schubert, notamment à l'Octuor qui baigne constamment dans un climat romantique fait de rêverie, de fantastique et de merveilleux quotidien.

Bien que constituant un des sommets de l'œuvre de Schubert, l'Octuor est assez peu joué. Sans doute à cause des difficultés d'interprétation qui exigent une grande virtuosité de la part de chacun des huit musiciens et du minutieux équilibre sonore que nécessite le voisinage du quintette à cordes et des trois instruments à vent (cor, clarinette et basson). Le Melos Ensemble, subtil et inspirée, en donne une version de référence. (V.S.M. Pathé Marconi 1 x 30 cm).

B. S.

# Pas de replâtrages

Manuel Bridier

Les résultats obtenus par Michel Rocard, non seulement en nombre de voix mais en audiences nouvelles pour les idées du socialisme, en compréhension accrue des problèmes posés ; l'effondrement de la candidature Defferre, engloutissant avec lui le « nouveau » parti socialiste ; l'isolement de Krivine et l'échec de la « Ligue » à s'imposer comme le noyau exclusif d'un parti révolutionnaire ; le succès même de Jacques Duclos, enfin, et son ambiguïté, tout cela crée pour le P.S.U. des conditions nouvelles de développement en même temps que de nouvelles responsabilités.

Des milliers de gens regardent pour la première fois ce petit parti, seul debout, à côté du Parti Communiste, dans la débâcle générale de la gauche. Pour la première fois ils mesurent l'existence d'un troisième courant de la gauche française comme une réalité permanente, avec laquelle il faudra compter. Inquiets de l'hégémonie communiste, saisis de vertige devant le vide politique de la « gauche non-communiste », ils attendent quelque chose de nous, mais ils en attendent le plus souvent des choses contradictoires.

Les uns réclament de nous un grand parti social-démocrate de gauche, quelque chose comme une Convention plus musclée, plus dynamique. D'autres voient en nous une grande Ligue, un peu moins sectaire et plus efficace.

## L'unité et son contenu

La diversité, naturelle et féconde, de notre parti risque ainsi de se trouver aggravée, non par ses contradictions propres mais par les images contradictoires que l'on s'en fait, par les voies divergentes vers quoi, de l'extérieur, on le presse de s'engager. C'est pourquoi, plus que jamais, le maintien d'une ligne correcte est le seul moyen de surmonter les risques de la croissance, le moyen d'apporter une réponse valable à tous ceux qui nous interrogent, en ne cherchant pas à leur offrir ce qu'ils demandent aujourd'hui, en n'entrant pas dans le jeu de leurs contradictions mais en les aidant à en sortir.

Malgré l'apparence, l'électro-choc du 1<sup>er</sup> juin n'a pas libéré de toutes ses chimères la conscience de la

gauche socialiste. Le mythe de l'unité, le mythe de 1965 reste solide. La défaite méritée de la candidature bicephale Defferre-Mendès France n'est pas seulement interprétée comme la condamnation de l'alliance à droite, comme le rejet de la grande fédération socialo-centriste : elle apparaît à beaucoup comme la preuve par l'absurde que la stratégie incarnée par François Mitterrand était la bonne et qu'une candidature unique de la gauche sur cette base était la voie du succès.

Pourtant, si l'on y regarde de plus près, il n'est pas exagéré de dire que cette stratégie a été présente dans la bataille du premier tour. Certes, Jacques Duclos s'est couronné lui-même « candidat d'union des forces ouvrières et démocratiques », mais il a tout fait pour en mériter le titre. Son style, sa campagne, son électorat lui-même sont bien ceux d'un « candidat unique de la gauche », au sens « progressiste » du terme. Sa qualité de communiste a pu lui faire perdre des voix sur sa droite mais il s'est efforcé de la faire oublier à ses électeurs. Un autre « candidat unique », sur la même base, aurait obtenu plus de voix, sans doute, mais qui peut rêver qu'il aurait obtenu la victoire et — surtout — qu'une telle victoire aurait signifié quelque chose pour un avenir socialiste ?

L'aspiration à l'unité est le fruit d'une expérience concrète des travailleurs. L'unité des forces syndicales à l'intérieur des entreprises est en effet la condition de la victoire contre le patronat, mais cette unité se réalise sur une plateforme revendicative précise. Il doit en être de même sur le plan politique, avec cette différence qu'il s'agit alors de l'Etat et de la société toute entière, qu'il ne suffit plus, par conséquent, de quelques revendications, de quelques points de programme, mais d'une proposition d'ensemble quant à la politique à mener, quant à la société nouvelle à construire.

C'est pourquoi le problème de l'unité est indissoluble de son contenu. C'est pourquoi notre tâche prioritaire n'est pas aujourd'hui de retisser patiemment la toile d'araignée que les électeurs viennent de déchirer une fois de plus, de raccommo-der les morceaux de la gauche pour faire un nouveau « nouveau parti », plus solide et mieux disposé au dialogue avec le Parti Communiste. Sur cette

voie, nous le savons, il n'y a que la constitution d'une opposition de Sa Majesté, incapable de renverser le rapport des forces, d'ouvrir une transition irréversible vers le socialisme.

Sur la base de cet électoralisme borné, on ne peut affronter aucune des difficultés réelles du mouvement ouvrier français. Les séquelles du stalinisme, toujours très importantes dans la politique du P.C.F., ne peuvent être combattues efficacement par des combinaisons fragiles, opportunistes et comme on l'a vu éphémères. L'attachement d'une grande partie des travailleurs français à la politique du P.C.F. est justement fait du rejet des perspectives équivoques de la gauche non communiste (quel socialisme ? quel type de pouvoir faut-il créer ? etc.). Dans les faits, la gauche non communiste ne présente qu'un pâle reflet de la politique d'alternative démocratique du P.C.F. avec une base sociale beaucoup plus instable et pour une large part conservatrice.

## La tâche prioritaire

Si l'on veut aller au fond des choses, il faut combattre les aspects immobilistes, conservateurs du P.C.F., en reprenant tout ce qu'il y a de valable dans la tradition communiste afin de donner plus de vigueur à la lutte pour le socialisme.

La tâche prioritaire est donc bien le renforcement du courant socialiste, la structuration d'une force politique capable de présenter du socialisme une image nouvelle, et d'animer les luttes réelles pour y parvenir — capable aussi de créer les conditions de l'unité véritable des forces socialistes en imposant à ses partenaires l'acceptation du dialogue.

Le rapport de forces plus favorable dont bénéficie le P.S.U. aujourd'hui ne doit pas le faire dévier de la ligne définie au V<sup>e</sup> et au VI<sup>e</sup> Congrès. Notre refus de nous engager sur la voie de « l'union de la gauche non communiste », notre refus de nous associer à la défunte F.G.D.S. n'était pas motivé par une appréciation circonstancielle des forces en présence mais par le rejet d'une conception parlementaire, social-démocrate, des objectifs et des formes de lutte.

Ce que nous devons préparer aujourd'hui ce n'est pas la prochaine coalition électorale pour les prochaines législatives, mais l'instrument politique pour les luttes économiques et sociales que la crise du capitalisme français va engendrer. Et tant mieux si, de surcroît, c'est aussi la meilleure manière d'affronter les batailles électorales elles-mêmes...

Cependant, pour mener correctement cette tâche, nous devons éviter une autre erreur. Notre vigilance contre la social-démocratisation du parti pourrait nous conduire à verser dans le sectarisme, avec ses dogmes et ses rites d'initiation. Ce serait le plus sûr moyen de laisser se reconstituer les forces vacillantes de la social-démocratie.

## Personne n'est le prêtre du socialisme

Que nous soyons aujourd'hui debout parmi les décombres de la gauche ne signifie pas que nous détenions à nous seuls la vérité du socialisme — pour la bonne raison que personne n'en est le prêtre, et qu'il s'agit de la rechercher tous ensemble. C'est pourquoi le maintien du cap, le respect de la ligne du VI<sup>e</sup> Congrès ne dépendent pas d'un resserrement sur nous-mêmes, d'une suspicion maladroite envers tous ceux qui ne parlent pas exactement notre langue mais que l'événement rapproche de nous.

Le moyen d'être à la hauteur des responsabilités nouvelles qui nous incombent est au contraire de développer notre parti comme une structure ouverte, en multipliant d'abord les adhésions — par une grande campagne de recrutement — mais aussi toutes les occasions de confrontation et d'action commune entre toutes les forces politiques et syndicales, organisées ou non, du mouvement de mai, sous les formes les plus diverses, à travers les luttes réelles sur les lieux d'habitation et de travail.

L'histoire du P.S.U. entre ainsi dans une nouvelle phase, où nos décisions et nos initiatives n'intéressent plus que nous seuls mais peuvent avoir des répercussions profondes sur l'ensemble des forces socialistes, qui nous attendent, qui nous observent et qui nous jugent. □